

COMPTE-RENDU D'EXÉCUTION DE LA PROGRAMMATION

1^{er} janvier > 31 décembre

2024

Note aux lecteurs

Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique, dans le seul but de ne pas alourdir le texte.

COMPTE-RENDU D'EXÉCUTION DE LA PROGRAMMATION

1^{er} janvier > 31 décembre

2024

SOMMAIRE

	01 INTRODUCTION	4
A B C	Contexte Méthodologie Principaux enseignements et acquis	6 8 10
	02 LA PÉRIODE EN UN COUP D'ŒIL	12
A B C	Cartographie de mise en œuvre des projets Les principaux résultats quantitatifs Exécution budgétaire 2024 Résultats qualitatifs majeurs : effets et impacts de la programmation	14 16 18 20
	03 ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS	22
A. Programme Stratégique 1 – La langue française au service des cultures et de l'éducation	P1 P2 P3 P4 P5 P6 P7	La langue française, langue internationale La langue française, langue d'enseignement et d'apprentissage Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) École et langues nationales en Afrique (ELAN) Acquérir des savoirs, découvrir le monde (CLAC) Industries culturelles et découvrabilité Jeux de la Francophonie
24		26 32 34 36 38 40 42



03 | ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS (SUITE)

B. Programme Stratégique 2 – La langue française au service de la démocratie et de la gouvernance 44

P9	État civil	46
P10	Renforcement de l'État de droit, des droits de l'Homme et de la justice	48
P11	Prévention et lutte contre les désordres de l'information	50
P12	Accompagnement des processus démocratiques	52
P13	Soutien à la paix et à la stabilité	54

C. Programme Stratégique 3 – La langue française, vecteur de développement durable 56

P14	La Francophonie avec Elles	58
P15	Innovations et plaidoyers francophones	60
P16	D-CLIC	62
P17	Promotion des échanges économiques et commerciaux francophones	66
P18	Accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement et de climat	68
P19	Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo	70
P20	Promotion du tourisme durable	72

D. Influence et rayonnement de la Francophonie 74



04 | CONCLUSION

78



05 | ANNEXES

82

A	Publications signées ou soutenues par l'OIF en 2024	84
B	Ressources éducatives, formations, CLOM réalisés par l'OIF ou en partenariat avec l'OIF en 2024	87
C	Prix, événements de l'OIF ou co-organisés en partenariat avec l'OIF en 2024	94
D	Les grands événements internationaux ou régionaux de 2024 où la voix de la Francophonie ou le positionnement francophone a été porté/partagé	97



06 | SIGLES ET ABRÉVIATIONS

100

01 | INTRODUCTION

A	Contexte	6
B	Méthodologie	8
C	Principaux enseignements et acquis	10



A

Contexte

L'année 2024 marque le lancement de la programmation quadriennale 2024-2027 de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), adoptée lors de la 44^e Conférence ministérielle de la Francophonie à Yaoundé, en novembre 2023. Cette programmation, alignée sur le Cadre stratégique de la Francophonie 2023-2030, se distingue par des actions concrètes et ciblées : elles visent à renforcer l'influence des francophones, à promouvoir la diversité culturelle et linguistique, à consolider la paix, la démocratie et les droits humains, et à contribuer au développement durable dans l'espace francophone.

Par ailleurs, 2024 constitue un tournant majeur dans la conduite des projets à l'OIF, marqué par l'adoption d'une gestion plus efficace, agile et adaptée, permettant une meilleure réponse aux enjeux actuels.

Le XIX^e Sommet de la Francophonie, organisé à Villers-Cotterêts et Paris les 4 et 5 octobre 2024, sur le thème « **Créer, innover et entreprendre en français** », a permis aux chefs d'État et de gouvernement de partager leurs visions et de formuler des recommandations stratégiques en matière de

promotion du multilinguisme et du français dans les organisations internationales, de renforcement de l'engagement pour la paix et la gouvernance démocratique dans l'espace francophone, notamment dans les pays en situation de crise et de sortie de crise, de renforcement de l'accès à une éducation de qualité, d'accompagnement des États et gouvernements sur les enjeux environnementaux, de promotion de l'entrepreneuriat, de préservation d'un espace numérique intègre et de confiance, et de soutien accru à la société civile.

UNE GOUVERNANCE INTÉGRÉE ET TRANSVERSALE DES PROJETS

Une organisation matricielle pour une coordination optimisée

En 2024, l'OIF a initié une transformation majeure de son approche de gestion de projet, visant un alignement renforcé avec les priorités stratégiques de la période 2024-2027 et reposant sur l'adoption d'un modèle de gestion matricielle, la décentralisation, ainsi que l'amélioration du système de documentation des impacts des projets.

Le modèle matriciel repose sur des **équipes-projets pluridisciplinaires** intégrant des expertises provenant du Siège et du réseau extérieur. Il vise à améliorer la coordination, à optimiser les ressources et à adapter les projets aux dynamiques régionales.

Un **comité de pilotage**, présidé par l'Administratrice, supervise chaque programme stratégique pour assurer la cohérence, l'arbitrage budgétaire et l'impact optimal des actions.

Une décentralisation approfondie renforçant l'ancrage territorial

Poursuivant l'approche de subsidiarité adoptée lors de l'élaboration de la programmation, l'OIF a amplifié en 2024 la décentralisation de la mise en œuvre de ses projets. Cette démarche vise à rapprocher les décisions des bénéficiaires, à renforcer la collaboration avec les acteurs locaux (gouvernements et société civile) et à assurer des interventions mieux adaptées aux réalités du terrain.

Dix projets sont désormais directement coordonnés sur le terrain par les REPEX, la DEAF et les instituts spécialisés. Cette dynamique s'est accompagnée d'un transfert accru de ressources budgétaires et d'un renforcement des mobilités internes pour déployer les ressources humaines là où elles sont les plus nécessaires.

L'amélioration des approches de suivi-évaluation pour une meilleure redevabilité

L'OIF a renforcé son approche de documentation des résultats, en s'appuyant sur des indicateurs de performance et un cadre de reddition de comptes plus resserré. Le suivi est assuré tant sur le plan quantitatif (taux d'exécution technique et budgétaire) que qualitatif (indicateurs d'effets), grâce à une revue intégrée dans les comités de pilotage de la programmation.

Le système informatisé de suivi-évaluation (SISE) a été modernisé pour permettre une collecte de données en temps réel et produire les informations nécessaires à l'élaboration du présent compte-rendu.

UNE INTÉGRATION DES THÉMATIQUES TRANSVERSALES

Les thématiques transversales que sont ***l'égalité femmes-hommes, la jeunesse et la société civile***, sont pleinement intégrées dans le cycle de gestion des projets. La majorité des initiatives répond aux enjeux de diversité et d'inclusion en s'appuyant sur trois axes prioritaires : garantir un accès équitable aux opportunités et favoriser l'autonomisation des femmes, renforcer l'inclusion des jeunes dans les initiatives en leur donnant un rôle actif en tant qu'acteurs du changement, et assurer une participation effective des organisations de la société civile, en particulier les membres de la COING, aux processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets.

L'analyse des besoins spécifiques des groupes cibles dès la conception des projets est complétée par l'introduction de critères d'inclusion pour la sélection des bénéficiaires et des partenaires de mise en œuvre. Un suivi-évaluation rigoureux est appliqué, reposant sur des indicateurs sensibles au genre et à la jeunesse, afin de garantir un impact mesurable et une adaptation continue des actions déployées.

B

Objectif et méthodologie

UNE FOCALISATION SUR LES RÉSULTATS CONCRETS ET LES CHANGEMENTS DURABLES

Comme chaque année, le compte-rendu d'exécution (CREX) pour 2024 a pour objectif de dresser un bilan exhaustif des résultats obtenus, des défis rencontrés et des enseignements tirés. Toutefois, l'édition 2024 marque une avancée notable grâce à une approche renouvelée, qui dépasse l'analyse purement quantitative pour mieux apprécier la portée réelle des actions entreprises par l'OIF.

Ce CREX met un accent particulier sur *les résultats qualitatifs et l'impact* des initiatives mises en œuvre. Il s'attache non seulement à mesurer les réalisations en chiffres, mais aussi à analyser les transformations concrètes observées sur le terrain, tant auprès des bénéficiaires directs que dans l'écosystème plus large de la Francophonie.

UNE COLLECTE DE DONNÉES ÉLARGIE, DIVERSIFIÉE ET INCLUSIVE

L'élaboration du CREX 2024 repose sur une multiplicité de sources de données complémentaires, garantissant une évaluation rigoureuse, objective et représentative. Parmi ces sources : les données et informations issues du Système de Suivi-évaluation (SISE) constituant une base quantitative consolidée ; les rapports de projets et d'évaluations, apportant une lecture analytique des performances et des enseignements, ainsi que les témoignages directs des bénéficiaires, illustrant les effets concrets sur le terrain.



C

Principaux enseignements et acquis

LIMITE DE L'EXERCICE DE SUIVI DES CHANGEMENTS QUALITATIFS

L'année 2024 marque une phase pilote dans le renforcement du dispositif de suivi qualitatif et de mesure des changements induits par les projets. L'enquête de suivi qualitatif, bien que structurée et innovante, n'a pu être conduite de manière systématique pour l'ensemble des projets, en raison du caractère expérimental de l'approche.

Par ailleurs, les bénéficiaires des actions de l'OIF, non encore familiarisés à ce type d'exercice, ont parfois rencontré des difficultés à formuler des retours approfondis sur les effets des projets. Les échantillons de bénéficiaires interrogés, bien que représentatifs, se sont révélés parfois restreints au regard de l'ensemble des populations cibles, ce qui a pu nuancer la portée des constats qualitatifs.

En outre, les missions de suivi sur le terrain, indispensables pour enrichir l'analyse contextuelle et valider les résultats, n'ont pu être réalisées que dans un nombre limité de pays, en raison notamment de délais courts.

UNE GESTION MATRICIELLE ET DÉCENTRALISÉE AU SERVICE DE LA PERFORMANCE

En 2024, la gestion matricielle et décentralisée des projets a représenté un levier majeur pour améliorer l'efficacité de l'OIF. Ce mode de gouvernance a permis d'accroître la réactivité des interventions et d'assurer une meilleure adaptation aux besoins spécifiques des bénéficiaires sur le plan régional. L'approche décentralisée a favorisé une allocation plus efficiente des ressources, réduisant de 20 % les coûts liés aux

missions et permettant une exécution plus étroitement alignée avec les réalités locales.

L'augmentation significative du budget décentralisé témoigne de la réussite de ce modèle : la part du budget géré par les unités décentralisées (REPEX, DEAF, CREF et Instituts) est passée de 44 % en 2023 (9 millions d'euros) à 63 % en 2024 (près de 16 millions d'euros). Cette évolution s'est accompagnée d'un renforcement de la coordination entre le Siège et les unités décentralisées, optimisant ainsi la mobilisation des ressources et les délais d'exécution. Par ailleurs, l'adoption d'outils numériques de collecte et d'analyse des données en temps réel a permis de suivre efficacement les résultats et de procéder à des ajustements rapides pour garantir la pertinence et l'impact des actions engagées.

DÉPLOIEMENT DES NOUVEAUX PROJETS INNOVANTS

Dans le cadre de la programmation, de nouveaux projets ont été développés afin de valoriser la pertinence et l'adaptabilité des approches d'intervention de l'OIF. C'est notamment le cas du projet 15, spécifiquement dédié aux initiatives innovantes, illustré par des actions comme le concours jeunesse « Innovons aujourd'hui, créons l'avenir ! », qui a mis en lumière des projets portés par des jeunes en cohérence avec les objectifs stratégiques de l'OIF, ou encore l'initiative « Cuisson propre ». Cette dynamique inclut également le projet sur le tourisme durable, le soutien apporté aux jeunes du Bassin du Congo, ainsi que les actions de plaidoyer francophone dans les domaines du numérique et de l'intelligence artificielle.

UNE MONTÉE EN PUISSANCE DES PROJETS À FORT IMPACT

L'extension et le déploiement accru de projets à fort impact se sont basés sur la consolidation des acquis, tout en répondant efficacement à de nouvelles attentes et à une adaptation continue aux besoins spécifiques des bénéficiaires.

Le Fonds « La Francophonie avec Elles » a consolidé son approche en accompagnant des milliers de femmes dans des initiatives économiques et sociales durables, garantissant ainsi une meilleure inclusion socio-économique.

L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) a poursuivi l'approfondissement de sa mission d'appui aux enseignants peu ou pas formés dans les zones rurales, tout en s'adaptant constamment aux besoins des pays partenaires et aux priorités des ministères concernés.

Dans le domaine de l'accès aux droits fondamentaux, le projet État civil a poursuivi la modernisation des systèmes d'enregistrement des naissances dans l'espace francophone, contribuant à améliorer l'accès aux droits civiques essentiels pour des dizaines de milliers d'enfants et d'adultes.

Les actions de soutien en matière d'environnement et de lutte contre les changements climatiques ont permis de former plusieurs milliers de jeunes, de négociateurs et de délégués aux processus internationaux, ainsi que des dizaines de milliers d'apprenants, grâce à des modules en ligne portant sur la gestion durable de l'environnement.

ADAPTATIONS DYNAMIQUES DES PROJETS POUR MIEUX INTÉGRER LES RÉALITÉS DU TERRAIN

Les ajustements continus des interventions, en réponse à l'évolution des contextes locaux et aux attentes des bénéficiaires, ont permis d'optimiser la pertinence des actions et d'en amplifier l'impact. Le réseau des CLAC a poursuivi son expansion, soutenu par des formations ciblées et des échanges d'expériences entre les responsables du projet. La phase pilote de la solarisation des CLAC a amorcé un processus de modernisation, qui se renforcera en 2025 avec l'intégration de formations numériques.

Dans le domaine de l'enseignement de et en français, la plateforme « *Parlons français* », a été améliorée pour mieux répondre aux attentes de ses usagers.

La lutte contre les désordres de l'information a évolué vers une approche plus collaborative, privilégiant les réseaux d'expertise, les jumelages et les partenariats.

L'élargissement géographique et la diversification de l'offre de formation du projet « D-Clic » ont été rendus possibles grâce à une révision du modèle d'intervention, davantage axé sur l'augmentation des effectifs formés et le renforcement de l'employabilité des jeunes et des femmes.

L'année 2024 a été marquée par la refonte des modalités d'organisation et de déploiement des Missions économiques de la Francophonie (MEF), incluant une édition annuelle et un suivi renforcé des entreprises participantes.

02 | LA PÉRIODE EN UN COUP D'ŒIL

Cartographie de mise en œuvre des projets 14

A Les principaux résultats quantitatifs 16

B Exécution budgétaire 2024 18

C Résultats qualitatifs majeurs :
effets et impacts de la programmation 20



Cartographie de mise en œuvre des projets

Afrique centrale

Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Congo (RD), Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad

P1, P2, P3, P4, P5, P6, P7, P9, P10, P11, P12, P13, P14, P15, P16, P17, P18, P19

Afrique de l'Ouest

Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo

P1, P2, P3, P4, P5, P6, P7, P9, P10, P11, P12, P13, P14, P15, P16, P17, P18, P20

Afrique du Nord

Maroc, Mauritanie, Tunisie

P1, P2, P4, P6, P7, P10, P12, P13, P15, P16, P17, P18, P20

Amériques

Argentine, Canada, Canada/Nouveau-Brunswick, Canada/Ontario, Canada/Québec, Costa Rica, Louisiane, Mexique, Uruguay

P1, P2, P6, P10, P12, P13, P16, P17, P18

Asie-Pacifique

Cambodge, Corée du Sud, France/Nouvelle-Calédonie, Laos, Thaïlande, Vanuatu, Vietnam

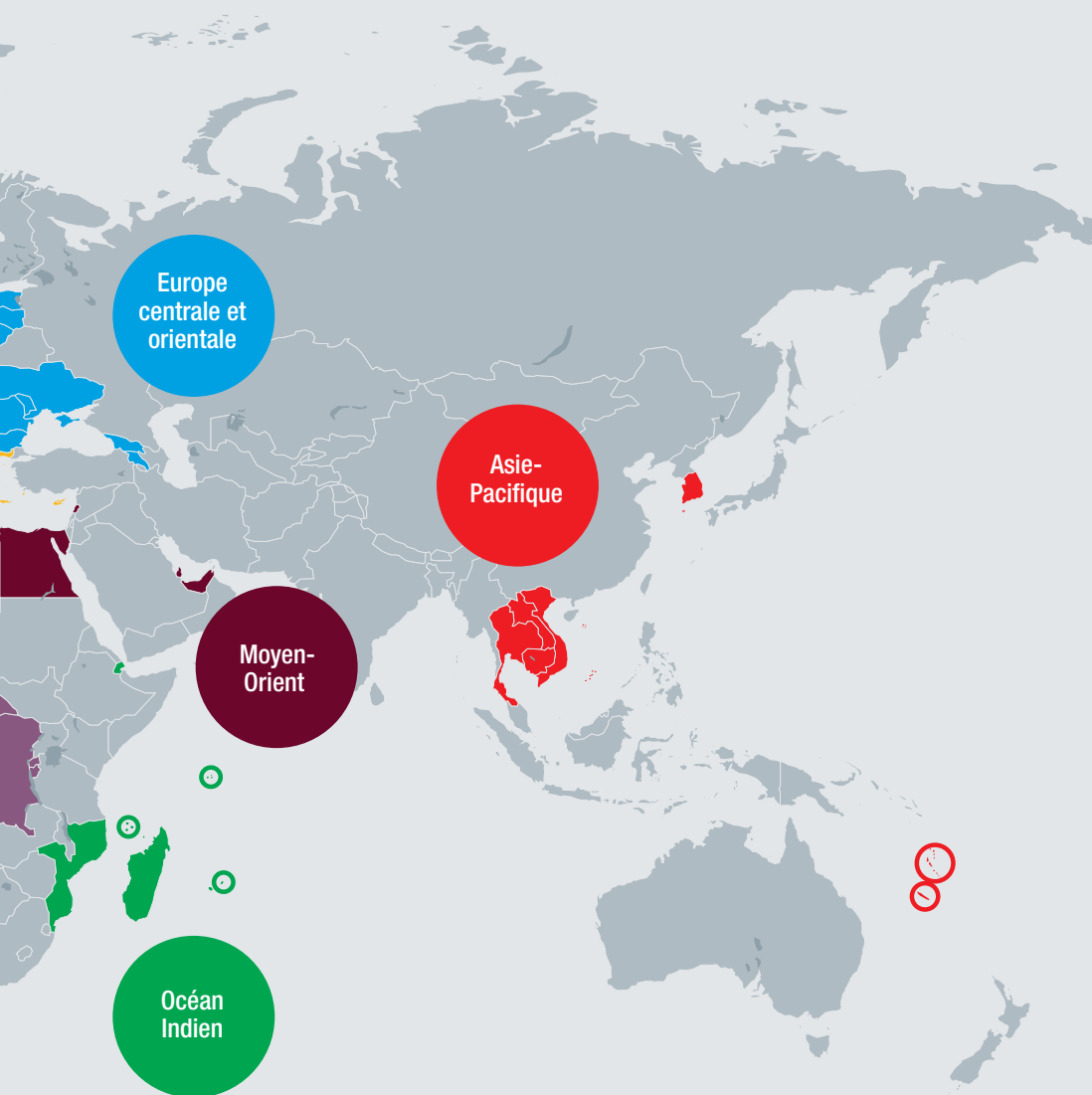
P1, P2, P6, P9, P10, P12, P13, P14, P16, P17, P20

Caraïbes

Dominique, Dominicaine (République), Haïti, Sainte-Lucie

P1, P3, P10, P11, P12, P13, P14, P15, P16, P17, P18





Les frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'OIF.

Europe occidentale

Andorre, Autriche, Belgique, Chypre, France, Grèce, Irlande, Luxembourg, Malte, Monaco, Suisse, Wallonie-Bruxelles (Fédération)

P1, P2, P6, P7,
P10, P12, P13,
P15, P16, P17

Europe centrale et orientale

Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Tchèque (République), Ukraine

P1, P2, P7,
P10, P11, P12, P13,
P16, P17, P18

Moyen-Orient

Égypte, Liban, Qatar, Émirats arabes unis

P1, P2, P3, P6,
P10, P12, P13,
P14, P15, P16, P17

Océan Indien

Comores, Djibouti, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles

P1, P2, P3, P4, P5, P6, P7,
P9, P10, P12, P13,
P14, P16, P17, P18, P20

PROGRAMMES STRATÉGIQUES

1. La langue française au service des cultures et de l'éducation

- P1 La langue française, langue internationale
- P2 La langue française, langue d'enseignement et d'apprentissage
- P3 Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM)
- P4 École et langues nationales en Afrique (ELAN)
- P5 Acquérir des savoirs, découvrir le monde (CLAC)
- P6 Industries culturelles et découvribilité
- P7 Jeux de la Francophonie

2. La langue française au service de la démocratie et de la gouvernance

- P9 État civil
- P10 Renforcement de l'État de droit, des droits de l'Homme et de la justice
- P11 Prévention et lutte contre les désordres de l'information
- P12 Accompagnement des processus démocratiques
- P13 Soutien à la paix et à la stabilité

3. La langue française, vecteur de développement durable

- P14 La Francophonie avec Elles
- P15 Innovations et plaidoyers francophones
- P16 D-CLIC
- P17 Promotion des échanges économiques et commerciaux francophones
- P18 Accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement et de climat
- P19 Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo
- P20 Promotion du tourisme durable

A

Les principaux résultats quantitatifs

PORTÉE DES ACTIONS ET BÉNÉFICIAIRES

Les actions de l'OIF déployées à travers tout l'espace francophone apportent, en priorité, une contribution significative à l'autonomisation des jeunes et des femmes francophones.

**20****Projets****+ 1 035 164****Bénéficiaires directs****623**

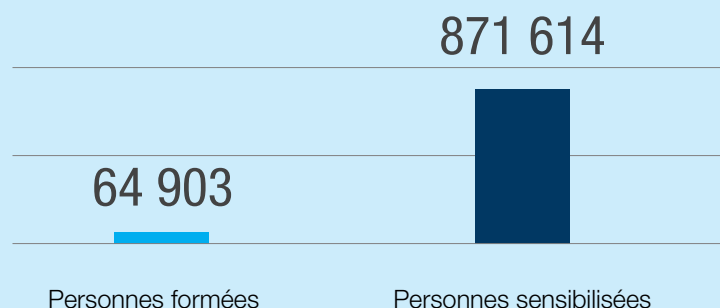
Partenaires ont bénéficié d'une subvention de l'OIF pour mettre en œuvre des projets/initiatives sur le terrain

**51,6 M d'€**

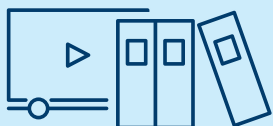
ont été mobilisés sur le Fonds multilatéral unique (FMU) et les financements extérieurs en faveur d'initiatives directement mises en œuvre par ces partenaires

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS

En 2024, les actions de renforcement de capacités se sont affirmées comme un levier stratégique pour impulser une transformation sociale durable, inclusive et portée par les acteurs locaux eux-mêmes.



OUTILS DÉVELOPPÉS ET PARTAGÉS

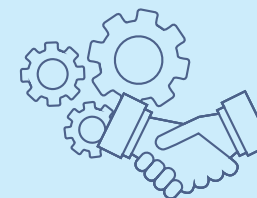


114

outils ont été développés et partagés

pour faciliter la prise en compte du développement des capacités. Il s'agit des ressources et outils développés dans le cadre des formations, des CLOM, webinaires, des campagnes de sensibilisation, d'actions de plaidoyer organisées par l'OIF. Il s'agit également des différentes publications soutenues par l'OIF.

INITIATIVES ET PROJETS DE DÉVELOPPEMENT SOUTENUS



623

partenaires ont bénéficié d'une subvention de l'OIF

pour mettre en œuvre des projets/initiatives sur le terrain. Les investissements soutenant les initiatives de développement occupent une place importante dans les actions de l'OIF.

En 2024, ces investissements portés par les acteurs au niveau du terrain ont été orientés davantage vers les ODD et ont permis d'accroître l'entrepreneuriat au niveau des jeunes, l'autonomisation des femmes, d'améliorer le verdissement des espaces, l'électrification par l'énergie solaire photovoltaïque et la promotion d'un tourisme rural durable.

B

Exécution budgétaire 2024



L'OIF a consacré un total de

51,6 millions d'€

aux actions de programmation

en 2024 dont

25 millions d'€ du FMU

et

**26,6 millions d'€ de
financement extrabudgétaire**

Les financements extrabudgétaires englobent l'ensemble des crédits disponibles pour la période (les reports des crédits antérieurs non consommés et les nouveaux financements).



Le budget total

affecté à la mise en œuvre des projets en 2024 est estimé à

51,6 millions d'€

avec un budget engagé à hauteur de

37,1 millions d'€

L'écart entre les ressources allouées et les ressources utilisées est imputable aux contributions extrabudgétaires qui s'étalent sur plusieurs années.

Concernant le FMU, l'Organisation a amélioré sa capacité d'exécution budgétaire.

avec un taux d'engagement de

97 %

soit

2 % de plus

que la consommation de 2023.

TABLEAU DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2024

Programmes stratégiques	FMU			Financement extrabudgétaire		
	Budget modifié	Budget consommé	Taux d'exécution	Budget modifié	Budget consommé	Taux d'exécution
Programme stratégique 1	10 665 802	10 373 382	97 %	11 655 545	6 203 071	53 %
Programme stratégique 2	5 535 125	5 339 199	96 %	7 731 558	2 833 292	37 %
Programme stratégique 3	8 799 073	8 631 767	98 %	7 243 936	3 712 597	51 %
ENSEMBLE	25 000 000	24 344 348	97 %	26 631 039	12 748 960	48 %

C

Résultats qualitatifs majeurs : effets et impacts de la programmation

Les effets transformateurs des projets de l'OIF, tant au niveau individuel que communautaire, ont été mis en évidence grâce à une enquête qualitative rapide menée auprès des bénéficiaires et partenaires. Cette enquête, réalisée sur un échantillon de 2 944 bénéficiaires de 13 projets, a permis de recueillir des retours détaillés sur la pertinence, l'efficacité et l'impact des actions à court et moyen terme.

INNOVATIONS PÉDAGOGIQUES ET TECHNOLOGIQUES : VERS UNE ÉDUCATION FRANCOPHONE DE QUALITÉ

L'intelligence artificielle au service de l'apprentissage

Plus de 200 enseignants ont été formés à l'intégration de l'intelligence artificielle (ChatGPT, Copilot) dans la didactique du français. Résultat : une réduction moyenne de 30 % du temps de préparation des cours, et une hausse de 25 % de la participation active des élèves.

Le numérique comme levier d'impact éducatif

La maîtrise d'outils numériques a permis une augmentation de 40 % de la production de supports pédagogiques interactifs. La création de plus de 500 capsules vidéo et de 300 supports interactifs a permis de toucher 20 % d'apprenants supplémentaires en zone rurale.

Méthodologies innovantes et inclusives

Grâce aux approches pédagogiques actives, 75 % des enseignants formés affirment constater une meilleure autonomie et participation orale de leurs élèves en français.

« Grâce au CLAC, j'ai appris à mieux m'exprimer en public. Je participe maintenant aux débats organisés à l'école, je fais des exposés sans avoir peur. Avant, je n'osais même pas lever la main en classe. Aujourd'hui, mes professeurs disent que j'ai beaucoup progressé en français. » (Collégienne, 14 ans, CLAC de Béoumi, Côte d'Ivoire).

Ce témoignage met en lumière le rôle des CLAC pour les apprentissages langagiers, en dehors du cadre scolaire strict. En favorisant les prises de parole, les animations culturelles et les échanges collectifs, les CLAC développent l'aisance orale, l'estime de soi et les compétences transversales nécessaires à la réussite scolaire. Ces effets rejoignent les constats d'enseignants formés, qui observent que les approches actives renforcent la participation orale et l'engagement des élèves dans les apprentissages.

Structuration pédagogique renforcée

80 % des enseignants ayant suivi les formations déclarent désormais concevoir des séquences pédagogiques conformes au cadre européen de référence pour les langues (CECRL), améliorant ainsi la cohérence et l'efficacité des apprentissages.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS : UN IMPACT RENFORCÉ

Progrès mesurables en langue française et compétences transversales

Plus de 60 % des diplomates, fonctionnaires et experts formés affichent une aisance accrue à l'oral et à l'écrit en français. En parallèle, l'intégration du numérique dans les pratiques professionnelles a progressé de 35 %.

Pédagogie interactive et environnement d'apprentissage enrichi

85 % des enseignants ont adopté des pratiques collaboratives (préparation collective, co-animation de cours), entraînant une hausse de 20 % du taux de participation orale des élèves.

Formation pour la résilience et le développement durable

Les modules sur la citoyenneté active, la prévention des conflits et le développement durable ont été suivis par plus de 700 bénéficiaires, consolidant ainsi les capacités locales de résilience face aux défis socio-économiques. En témoigne Monsieur Urgera Leduc KIKOUNGA (Congo), un jeune formé et accompagné dans la mise en œuvre de projets de terrain *« Après l'application de ces compétences, nous avons réussi à concevoir un prototype fonctionnel capable de purifier l'eau de manière efficace. Lors de la cérémonie de clôture du projet, les participants ont pu tester l'eau traitée et ont exprimé leur satisfaction quant à sa qualité. Ce succès a renforcé la crédibilité de notre solution et ouvert des opportunités pour son amélioration et son déploiement à plus grande échelle ».*

IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES : AUTONOMISATION ET AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE

Augmentation des revenus et autonomisation économique

58 % des jeunes et femmes formés ont vu leurs revenus augmenter de 20 % à 50 % après leur participation aux programmes, traduisant un effet direct sur leur autonomie financière et leur contribution au développement local. En témoigne Sesseao DÉAGOULÉ, bénéficiaire du Fonds « La Francophonie avec Elles », de son parcours de résilience après avoir perdu la vue à la suite d'une maladie. *« Je vais persévérer ma ferme, je vais l'agrandir, en avoir deux et ouvrir un magasin, et je le ferai ! [...] Aujourd'hui, je suis contente, je marche la tête haute. »*

Création d'emplois et amélioration du cadre de vie

Grâce à l'appui de l'OIF, plus de 400 emplois ont été créés directement ou indirectement dans le domaine de l'agriculture, notamment l'agroalimentaire, l'apiculture et produits de la ruche ainsi que la transformation des produits agricoles. Les bénéficiaires notent une amélioration de leurs conditions de vie dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité économique.

03 |

ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

A Programme Stratégique 1 –

La langue française au service des cultures et de l'éducation 24

B Programme stratégique 2 –

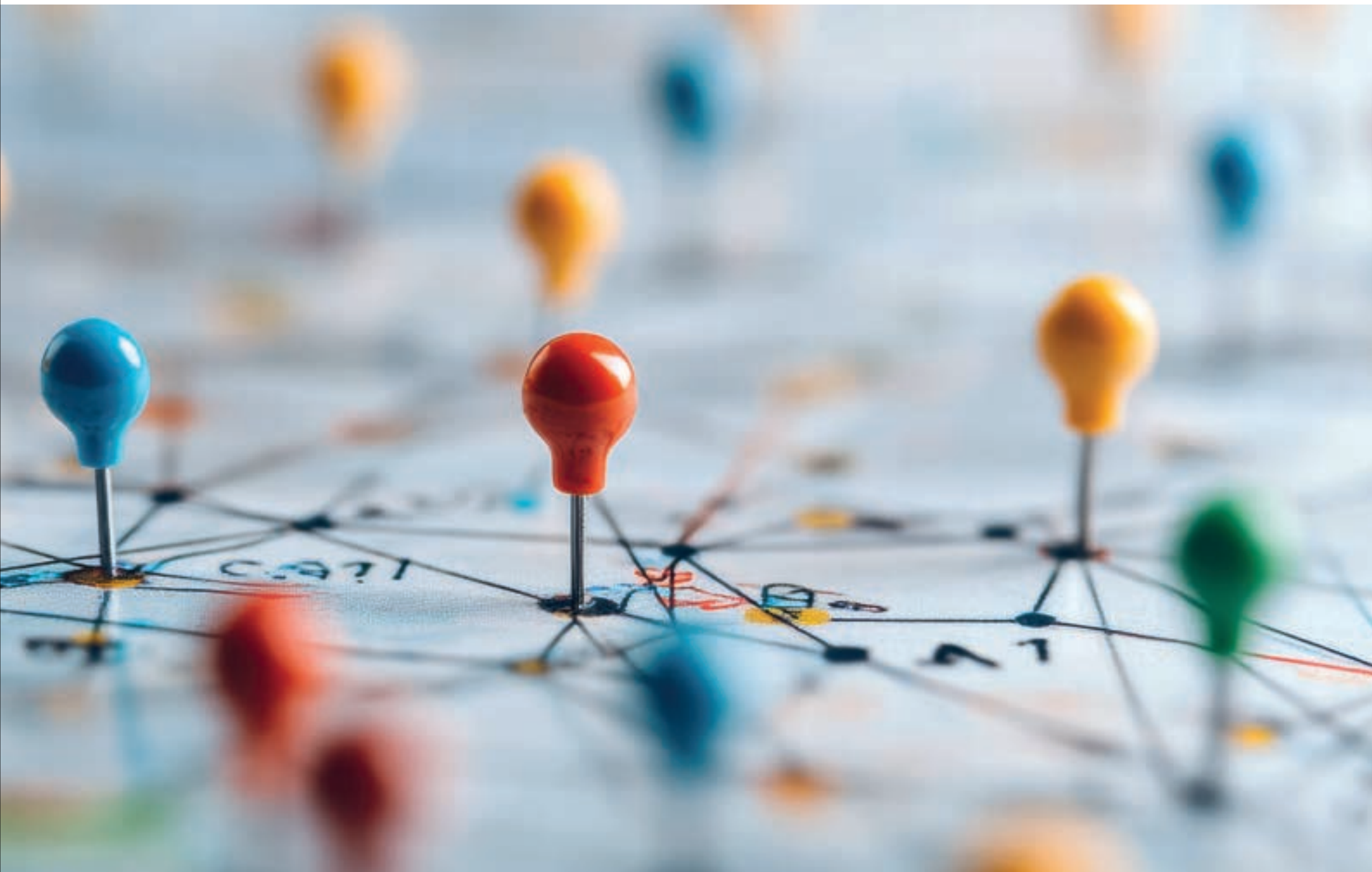
La langue française au service de la démocratie et de la gouvernance 44

C Programme stratégique 3 –

La langue française, vecteur de développement durable 56

D

Influence et rayonnement de la Francophonie 74



A

Programme Stratégique 1

La langue française au service des cultures et de l'éducation



Les projets du programme stratégique « La langue française au service des cultures et de l'éducation » ont permis de renforcer l'offre culturelle et éducative en français, d'accroître la visibilité des contenus francophones à l'échelle internationale et d'encourager l'adoption d'outils numériques au service d'une offre éducative et culturelle francophone inclusive et de qualité.

Ces projets ont répondu aux besoins de formation et de montée en compétences des jeunes et des femmes, d'accompagnement des décideurs dans l'usage stratégique du français et de promotion d'une plus grande découvrabilité des productions francophones sur la scène mondiale. Ils ont contribué à une meilleure intégration du français dans les espaces d'échanges internationaux, à une transformation numérique inclusive et à une valorisation renforcée des expressions culturelles en langue française.

BUDGET ENGAGÉ



10 373 382 €

TAUX D'EXÉCUTION



97 %

77 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS CONCERNÉS

Albanie • Andorre • Angola • Argentine • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada/Québec • République centrafricaine • Chili • Comores • Congo • Congo (RD) • Corée du Sud • Costa Rica • Côte d'Ivoire • Croatie • Djibouti • Égypte • Émirats arabes unis • Estonie • France • Gabon • Gambie • Géorgie • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Hongrie • Kosovo • Laos • Lettonie • Liban • Lituanie • Louisiane • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Mexique • Moldavie • Monténégro • Monaco • Mozambique • Niger • Pologne • Qatar • Roumanie • Rwanda • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Serbie • Seychelles • Slovaquie • Slovénie • Suisse • Tchad • Tchéque (République) • Thaïlande • Togo • Tunisie • Ukraine • Uruguay • Vietnam



4 Objectifs visés

- La langue française est enseignée, promue et diffusée sur tous les continents de manière stratégique, dans le respect du multilinguisme, gage d'un multilatéralisme plus démocratique et plus efficace.
- La qualité de l'éducation est renforcée dans le respect de la diversité linguistique.
- La création, la diffusion, la circulation et la découvrabilité des contenus et des produits culturels francophones sont durablement soutenues afin de favoriser la diversité culturelle et linguistique.
- Des espaces d'expression sont promus au service de la jeunesse.

P1

LA LANGUE FRANÇAISE, LANGUE INTERNATIONALE

Volet A

BUDGET PLANIFIÉ



1 497 189 €

BUDGET ENGAGÉ



1 422 826 €

TAUX D'EXÉCUTION



95 %



Principales réalisations

Le volet A du projet « **La langue française, langue internationale** » vise à renforcer l'usage et la visibilité du français comme langue de travail, d'analyse et de décision dans les espaces diplomatiques, multilatéraux et institutionnels. Il s'inscrit dans une stratégie globale de plaidoyer, de renforcement des capacités et de production de contenus en français pour soutenir la diversité linguistique et renforcer l'influence de la Francophonie sur la scène internationale.

En 2024, le projet a contribué à une visibilité accrue de la langue française via l'accompagnement de **17 États** dans la définition et la mise en œuvre de plans annuels de formation au et en français dans le cadre de l'Initiative Francophone Nationale (IFN) et de plus de **10 Organisations internationales et régionales (OIR)** dans le renforcement de leurs capacités techniques et linguistiques en français professionnel. **5 798 diplomates, fonctionnaires nationaux et internationaux**, ont ainsi été formés au français professionnel, notamment sur les enjeux des relations internationales, et **plus de 5 000 heures de formation linguistique** ont été proposées aux agents des administrations centrales des États partenaires.

Le projet a également accompagné la **Commission du Pacifique Sud (CPS)** dans l'actualisation de sa base terminologique et la création de fiches normalisées, offrant un outil partagé pour garantir la cohérence des traductions. Sur le volet multilatéral, **8 initiatives de haut niveau** ont été organisées pour promouvoir le rayonnement du français dans les espaces multilatéraux, conclues par des recommandations, des engagements politiques ou des déclarations formelles.

À travers un partenariat stratégique avec l'ONU, le projet a soutenu deux initiatives majeures : (i) le **pilotage de l'examen linguistique de niveau II**, avec **131 agents inscrits** issus de **37 lieux d'affectation**, dont **60 % de femmes** ; (ii) la **création de la série « Le terrain a la parole »**, combinant vidéos documentaires et glossaires bilingues, touchant **186 bénéficiaires** et générant **275 consultations** sur la plateforme interne.

L'**Université d'été francophone « Relations internationales »** en Europe centrale et orientale et la **formation de 30 diplomates** en Tunisie ont renforcé l'ancrage professionnalisant du projet, tandis que **1 500 étudiants** ont participé à des séminaires techniques en français autour de thématiques stratégiques. D'autres actions ont consolidé son rayonnement : la diffusion d'un **glossaire des droits humains à Genève**, la production et la diffusion de **7 000 affiches** pour valoriser l'usage du français, ainsi que le lancement d'une **évaluation du projet** en vue d'un suivi harmonisé basé sur des critères de qualité.

Le projet a également permis la production de **1 044 ressources pédagogiques** en français professionnel (modules, capsules vidéo, exercices, fiches). Les contenus cofinancés par l'OIF et diffusés sur **TV5Monde** ont rencontré un large succès, avec **1,39 million visites d'apprenants** et **257 000 visites d'enseignants**.

Enfin, le projet a contribué à la constitution d'un **vivier de formateurs** pour les interprètes et traducteurs de la Commission de l'Union africaine, assurant un renforcement durable des capacités linguistiques.



Effets et impacts observés

Renforcement des compétences linguistiques dans un cadre professionnel

Plus de 60 % des participants déclarent avoir significativement amélioré leur aisance à l'oral, notamment en prise de parole publique, et 25 % attestent d'un renforcement de leur capacité de communication écrite. Ces progrès traduisent l'efficacité des dispositifs pédagogiques mis en œuvre et leur alignement avec les besoins professionnels réels.

Valorisation des compétences acquises et évolution de carrière

Le projet a permis un meilleur positionnement professionnel pour certains bénéficiaires : six participants indiquent avoir accédé à un poste plus enrichissant grâce à la formation reçue. Près de 25 % affirment mieux comprendre le rôle des Initiatives francophones nationales (IFN), renforçant ainsi leur ancrage institutionnel.

Perception d'une formation structurante et professionnalisante

Les retours qualitatifs confirment que le projet est perçu comme une expérience utile, enrichissante et bien structurée. Plus de 80 % attribuent une note supérieure à 80/100 à l'accompagnement reçu, témoignant d'une reconnaissance forte de la qualité du dispositif.

Effet structurant sur l'usage du français dans les milieux diplomatiques

Le projet a contribué à faire du français une langue de travail valorisée dans les espaces multilatéraux. Cette dynamique de renforcement du français professionnel s'est accompagnée d'une meilleure compréhension des enjeux francophones, positionnant les bénéficiaires comme des relais actifs du rayonnement linguistique.

Atelier de renforcement
des capacités des
fonctionnaires du
Département des affaires
politiques, paix et sécurité
de la commission de
l'Union africaine



Formations au Français des relations internationales : simulations de négociations en langue française

« Je tiens à vous exprimer ma profonde gratitude pour l'opportunité inestimable de participer à la session de simulation de négociation en langue française sur le thème « Les défis de la diplomatie à l'ère de l'intelligence artificielle ». Cette expérience, à la fois formatrice et inspirante, restera gravée comme un moment précieux de réflexion et d'apprentissage » (République Dominicaine).

« Je suis ravie de faire partie de ce groupe à la suite de cette formation enrichissante sur les négociations à l'ère de l'IA. Un grand merci à l'OIF pour cette belle initiative et pour son engagement constant en faveur de la promotion de la langue française et de la coopération francophone, sans oublier les formateurs du Centre de Formation et de Multilinguisme pour la qualité de leur accompagnement ». (Djibouti)

Témoignages



Session dans le cadre de l'IFN à la Représentation de l'OIF pour l'Europe centrale et orientale, Bucarest, Roumanie

P1

LA LANGUE FRANÇAISE, LANGUE INTERNATIONALE

Volet B : L'Observatoire de la langue française

BUDGET PLANIFIÉ



200 000 €

BUDGET ENGAGÉ



190 285 €

TAUX D'EXÉCUTION



95 %



Principales réalisations

Le volet « **Observatoire de la langue française** » du projet 1 « **Langue française, langue internationale** » incarne une ambition stratégique au sein de la Francophonie : fournir un socle de données et d'analyses solides sur l'usage du français dans l'espace francophone. Pensé comme un outil d'intelligence linguistique, il vise à accompagner les États et gouvernements membres et les partenaires institutionnels dans la prise de décisions éclairées en matière de politiques linguistiques et éducatives, de promotion du multilinguisme et de la diversité linguistique et culturelle, ainsi que de découvrabilité de contenus scientifiques et culturels francophones.

En 2024, l'observatoire a franchi une étape décisive en consolidant ses fondements techniques et scientifiques. L'acquisition et l'exploitation des données issues des enquêtes **Africascope** et **Maghréboscope** ont permis d'actualiser la base de connaissances sur les usages du français dans trois régions stratégiques d'Afrique : **l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord**. Ces données ont permis de dégager des tendances démolinguistiques et sociolinguistiques précises, facilitant une **cartographie contextualisée** de la langue française dans ces zones.

Ces avancées ont été rendues possibles grâce à une structuration rigoureuse autour de **trois axes opérationnels** : la **collecte de données probantes**, la **production de connaissances mobilisables** et leur **diffusion ciblée** auprès des acteurs francophones. En lien avec la Déclaration sur la langue française dans la diversité linguistique de la Francophonie adoptée par le Sommet de Djerba en 2022, l'Observatoire a lancé la préparation de **rapports-pays** et la mise en place progressive de son système de veille, en appui aux politiques linguistiques et éducatives nationales.



Effets et impacts observés

Le projet a renforcé sa capacité à analyser les dynamiques linguistiques en s'appuyant sur des données rigoureuses. Il est désormais en mesure de produire des rapports de référence sur l'usage et la perception du français dans des contextes régionaux variés.

Dans le cadre du mécanisme de suivi de la Déclaration sur la langue française dans la diversité de la Francophonie, outre les 4 rapports-pays produits en 2023 (Arménie, Louisiane, Seychelles et Vietnam), l'Observatoire a élaborés 4 autres rapports-pays en 2024 (Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Liban et Rwanda). Ces documents analysent les progrès accomplis, recensent les bonnes pratiques et identifient les défis persistants en matière de politiques linguistiques.

Neuf rapports ont été produits sur les demandes d'adhésion ou d'évolution de statuts de pays et territoires candidats, parmi lesquels l'Angola, le Chili, Chypre, le Ghana, le Kosovo, la Nouvelle-Écosse (Canada), la Polynésie française, la Sarre (Allemagne) et la Serbie. Ces documents ont permis d'éclairer les instances décisionnelles de l'OIF sur une base d'analyse fiable et contextualisée.



Participation du Responsable de l'Observatoire École internationale sur la Francophonie au 21^e siècle - ULaval, Québec, Canada

La Représentation de l'OIF pour les Amériques (REPAM) est partenaire de l'École internationale d'automne sur la Francophonie au XXI^e siècle, organisée à l'École supérieure des études internationales de l'université Laval du lundi 28 octobre au vendredi 1^{er} novembre 2024. Cette école d'automne qui a regroupé une vingtaine d'étudiants, de doctorants et de professionnels venant du Canada, des États-Unis d'Amérique et de Haïti a été l'occasion de faire connaître les actions de l'OIF, en particulier dans les Amériques.

Plusieurs membres du personnel de l'OIF, directeurs d'unité ou responsables de programmes, sont intervenus à distance depuis le siège à Paris et d'ailleurs pour éclairer les participants sur les actions notables de l'OIF dans l'ensemble des États et gouvernements membres de la Francophonie.

P1 LA LANGUE FRANÇAISE, LANGUE INTERNATIONALE

Volet C : Création culturelle, artistique et production de connaissances en français

BUDGET PLANIFIÉ



246 850 €

BUDGET ENGAGÉ



227 124 €

TAUX D'EXÉCUTION



92 %



Principales réalisations

Le volet c – **Création culturelle, artistique et production de connaissances en français du projet 1 « La langue française, langue internationale »** vise à affirmer la langue française comme **langue de création, de dialogue interculturel et de production intellectuelle**. L'objectif principal est de la positionner comme un **vecteur vivant de savoirs, d'expression artistique et de diversité culturelle** dans l'espace francophone et au-delà.

En 2024, les actions phares de l'année ont donc porté sur l'organisation et la mise en valeur du **Prix des 5 continents de la Francophonie**, événement ayant récompensé un auteur issu d'un **double ancrage Canada-Égypte**, et distingué une **mention spéciale pour une œuvre marocaine**, confirmant la **diversité géographique et esthétique** des productions soutenues. **10 finalistes** ont été sélectionnés, et **3 auteurs et traducteurs** ont été récompensés, ayant reçu des prix internationaux prestigieux tels que le **Prix des 5 continents** et le **Prix Ibn Khaldoun-Senghor**. Au-delà des distinctions, le projet s'inscrit dans une stratégie de **soutien à la circulation des œuvres** et de **professionnalisation des acteurs du livre**. **11 événements** invitant des artistes et créateurs francophones ont été organisés ou soutenus, renforçant la visibilité des talents. En complément, des **formations spécifiques** ont été organisées, notamment une **session dédiée à la traduction littéraire**, qui a permis à **20 participants** de renforcer leurs compétences dans ce domaine clé pour la diffusion des savoirs.

Ces actions ont également généré un écho médiatique important, avec **748 articles de presse écrite et audiovisuelle ou posts** publiés autour des prix littéraires soutenus par le projet. Elles contribuent ainsi à affirmer la langue française comme un **espace d'innovation intellectuelle** et de **dialogue interculturel**, tout en positionnant la Francophonie comme un **levier majeur de création littéraire et de production de connaissances** au service de la diversité.



Cérémonie de remise du Prix des 5 continents 2024, Paris, France, mars 2024

Témoignage

Témoignage d'Éric Chacour, Prix des 5 continents de la Francophonie 2024

Qu'est-ce que le Prix des 5 continents pour vous ?

« C'est une formidable tape dans le dos, car il est remis par un jury prestigieux et par l'OIF, c'est une belle émotion et c'est un formidable encouragement pour la suite !

J'ai eu la chance de rencontrer parmi les colistiers des personnes qui écrivent dans leur deuxième, parfois troisième langue apprise. La Francophonie, ça montre aussi sa puissance de transmission. Aujourd'hui si on parle tous français c'est par le hasard de l'histoire, parfois aussi par ses errances, mais ça fait qu'aujourd'hui on a ce langage-là qui nous permet de nous exprimer et c'est d'autant plus un privilège de recevoir un Prix comme celui-ci. »



Festival étonnants voyageurs 2024, Saint-Malo, France, mai 2024



P2

LA LANGUE FRANÇAISE, LANGUE D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE

BUDGET PLANIFIÉ



1 580 000 €

BUDGET ENGAGÉ



1 552 828 €

TAUX D'EXÉCUTION



98 %



Principales réalisations

Le projet « **La Langue française, langue d'enseignement et d'apprentissage** » vise à promouvoir et soutenir un enseignement de et en langue française de qualité, afin de favoriser l'émergence et le renforcement des écosystèmes éducatifs francophones.

En 2024, l'initiative « **Mobilité des enseignants** » s'est déployée dans plusieurs pays. **90 enseignants volontaires** étaient en poste, répartis entre les **Seychelles (25 enseignants)**, le **Ghana (21 enseignants)** et le **Rwanda (44 enseignants)**. Deux nouveaux appels à candidatures ont été lancés pour renforcer les déploiements aux Seychelles et au Rwanda, tandis qu'une **évaluation externe de la mobilité au Ghana** a été menée pour optimiser la reconduction du partenariat avec les autorités nationales. Par ailleurs, le projet a aussi renforcé son offre pédagogique numérique à travers la plateforme « **Parlons français** », qui a enregistré en moyenne **20 600 visites par mois**, et autour de laquelle **9 028 enseignants de et en français** ont été mobilisés pour encourager le mentorat, l'innovation pédagogique et l'échange de bonnes pratiques. Le lancement du **CLOM « Didactique du FLE dans une perspective francophone »**, en partenariat avec l'Université de Genève, est venu compléter cet écosystème de soutien numérique. Au Liban, de nouveaux **curricula** ont été développés ; au Vietnam, des **manuels en français** ont été produits pour l'enseignement en contexte plurilingue ; en Mauritanie, une **formation ciblée** a renforcé les compétences en didactique du FLE. Un **atelier régional** a réuni à Djibouti les représentants de **9 pays** pour mutualiser les pratiques en matière de curricula et de manuels. Dans une logique de structuration, le projet a appuyé la conception du **vade-mecum « L'Odyssée francophone »** à destination des enseignants d'Europe centrale et orientale, ainsi que deux ateliers de travail pour l'élaboration d'un **référentiel de qualité** sur l'enseignement précoce du français. Au total, **697 ressources pédagogiques** ont été produites et mises à disposition pour soutenir l'enseignement du et en français en contexte plurilingue.

Des initiatives innovantes ont également vu le jour, telles que l'**École d'été transfrontalière** à Iași (Roumanie) réunissant des professeurs de Moldavie et de Roumanie, ou les **Congrès de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF)**, tenus à Kampala et Bucarest, mobilisant plus de **1 100 enseignants et chercheurs**. Un partenariat régional entre l'OIF, l'AUF et les associations de professeurs de français a permis d'organiser des **stages d'immersion** dans **8 pays d'Europe centrale et orientale**.

Enfin, le projet a appuyé des activités extrascolaires dans plus de 10 pays : **21 clubs francophones** ont été créés dans les écoles primaires aux **Seychelles**, touchant **457 élèves** ; au **Burundi**, le projet **Somawige II** a encadré **60 000 élèves** grâce à **100 enseignants formés** ; d'autres actions culturelles ont été menées à Djibouti, en Égypte, en Arménie et lors du **Hackathon « Jeu parle français »** à Bucarest, réunissant des finalistes venus d'Albanie, du Vietnam et de Roumanie. En tout, **2 512 activités culturelles scolaires et périscolaires** ont été organisées pour promouvoir l'apprentissage du français auprès des jeunes publics. En somme, le projet a permis d'accompagner **20 États et gouvernements** pour la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux en faveur de l'enseignement du français, et **30 actions de plaidoyer** ont été menées pour intégrer durablement l'enseignement du et en français dans les stratégies éducatives nationales et sectorielles.



Effets et impacts observés

Amélioration des compétences linguistiques et renforcement de la confiance

À l'issue du programme de formation, l'ensemble des enseignants ont vu leur niveau de français progresser, avec des passages observés d'un niveau B1 à B2, ou de C1 à C2. Plus de 75 % affirment se sentir désormais plus à l'aise pour s'exprimer en français, avec une perception plus valorisante et accessible de la langue.

Évolution des pratiques pédagogiques grâce à l'accompagnement des enseignants volontaires

L'environnement d'apprentissage est devenu plus francophone, et les enseignants ont significativement modifié leurs approches : préparation conjointe des cours, co-animation des séances, travail collaboratif sur les évaluations. Ces pratiques renforcent la dynamique pédagogique et la qualité de l'enseignement.

Motivation accrue et meilleure aisance orale chez les élèves

Les enseignants témoignent d'une hausse de l'intérêt et de la motivation des élèves pour la langue française, liée à des approches plus interactives et vivantes. Les élèves se montrent plus engagés et plus confiants dans leur prise de parole en français.

Transformation professionnelle liée aux formations des CREF

L'impact des formations dispensées via les CREF (Centres régionaux de la Francophonie) est particulièrement visible. Parmi les 594 enseignants interrogés dans 47 pays, les bénéficiaires déclarent avoir renforcé leurs compétences dans l'animation de classes hétérogènes, l'intégration de méthodes innovantes et l'usage d'outils numériques.

Effet multiplicateur et posture renouvelée

Plusieurs enseignants ont relayé les acquis des formations en animant à leur tour des ateliers ou des séances de restitution, favorisant la diffusion des bonnes pratiques. Certains évoquent un regain de fierté professionnelle, une plus grande ouverture à l'innovation et une meilleure préparation à intégrer des outils comme l'intelligence artificielle dans leurs approches pédagogiques.



Les élèves des écoles primaires aux Seychelles qui participent aux clubs francophones écoutent attentivement le discours du ministre de l'Éducation Dr. Valentin.

Crédits photo : Ilhem Marzougui, Enseignante Volontaire Internationale de la Francophonie (VOIF), aux Seychelles.

P3

INITIATIVE FRANCOPHONE POUR LA FORMATION À DISTANCE DES MAÎTRES (IFADEM)

BUDGET PLANIFIÉ



850 000 €

BUDGET ENGAGÉ



842 379 €

TAUX D'EXÉCUTION



99 %



Principales réalisations

Le projet « *Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM)* » a pour objectif de renforcer l'usage du français comme langue d'enseignement et d'apprentissage, tout en améliorant la qualité de l'éducation dans les systèmes éducatifs francophones. Il s'appuie sur une approche hybride (présentiel/distanciel), axée sur le renforcement des compétences des enseignants, des directeurs d'école et des personnels d'encadrement pédagogique.

En 2024, **17 810 enseignants et chefs d'établissement** ont été engagés dans des parcours de formation dans une dizaine de pays (dont Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Liban, RD Congo, Sénégal, Tchad), comprenant **16 431 enseignants de l'élémentaire**, **829 du secondaire** et **550 chefs d'établissement**. Parmi les **2 475 participants** ayant finalisé leur parcours, **2 096** ont été **certifiés**, soit un **taux de réussite de 84,6 %**, tandis que près de **15 335** poursuivent leur formation. Ces formations de **3 à 9 mois**, assurées par **892 tuteurs**, ont été soutenues par le développement de **16 dispositifs de formation**, **près de cent modules d'autoformation** et le **déploiement d'une trentaine d'outils numériques** pour favoriser l'apprentissage à distance. L'offre pédagogique s'est enrichie de **58 livrets de formation** : 37 pour les enseignants de l'élémentaire, 5 pour le secondaire et le reste pour les personnels de direction, abordant des thématiques transversales telles que **l'égalité femmes-hommes**, **l'éducation à l'environnement et l'inclusion**. En matière de thématiques spécifiques, **868 enseignants** ont été formés sur les thématiques de l'égalité femmes-hommes, des innovations techno-pédagogiques et des bonnes pratiques, et **97 bonnes pratiques** sur l'éducation des filles ont été identifiées et valorisées. Ces contenus ont été produits dans le cadre de **18 ateliers** organisés dans six pays, mobilisant des cadres ministériels, des experts locaux et internationaux. Le projet a également accompagné l'élaboration de stratégies nationales de formation continue, notamment aux **Comores** (diagnostic suivi d'un plan opérationnel) et au **Tchad** (appui en cours).

Dans le domaine du numérique, IFADEM a poursuivi son ancrage avec la création de **11 espaces numériques** (au Tchad et en RD Congo), la distribution de **1 712 tablettes et ordinateurs** et l'acquisition de **1 830 liseuses** pour les directeurs d'école. **37 000 livrets** ont également été imprimés et diffusés pour garantir un accès élargi aux contenus. Deux conventions de partenariat ont été signées avec l'Université de Genève (Tecfa, CeLEN) et l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane de Dakar, permettant le développement de formations certifiantes; **140 cadres** y sont déjà inscrits.

Des ateliers régionaux et nationaux ont renforcé les capacités numériques des acteurs pédagogiques dans **10 pays**, avec un focus particulier sur la médiatisation des ressources éducatives.



Effets et impacts observés

Renforcement stratégique des compétences des encadreurs pédagogiques

Grâce à la formation IFADEM, 203 personnels d'encadrement ont été mobilisés, dont 97 % jugent les contenus adaptés à leur rôle, et 98 % déclarent avoir mis en pratique les compétences acquises. De plus, 87 % se sentent mieux outillés pour les accompagner dans l'usage des outils pédagogiques.

Transformation des pratiques pédagogiques et ancrage de nouvelles méthodes

Près des deux tiers des encadreurs jugent les contenus applicables dans leur contexte de supervision et 62 % observent une amélioration des pratiques pédagogiques chez les enseignants accompagnés. L'appropriation des programmes nationaux réécrits et la capacité à planifier des leçons complexes (comme la rédaction) témoignent de cet impact. L'approche par situations, initialement perçue comme théorique, est désormais intégrée dans les pratiques de classe.

Valorisation des outils IFADEM et développement de l'autonomie professionnelle

Les livrets IFADEM sont largement salués pour leur clarté, leur richesse et leur adaptabilité. Ils ont permis une meilleure compréhension des démarches méthodologiques et ont contribué à renforcer la confiance professionnelle des enseignants. 87 % des encadreurs estiment avoir amélioré leur capacité à guider les enseignants dans l'usage des outils pédagogiques.

Montée en compétences numériques et fluidification du tutorat

La formation a permis à des bénéficiaires, parfois peu familiers avec les technologies, de gagner en autonomie sur les plateformes en ligne, dans l'encadrement à distance et l'interaction pédagogique.

Effet d'entraînement dans les établissements

Plusieurs écoles signalent une amélioration durable des pratiques de classe grâce à la diffusion des acquis de la formation. Des enseignants auparavant en difficulté se disent plus confiants, notamment pour animer des leçons dans des disciplines où ils se sentaient limités.

Adhésion forte au dispositif et volonté d'extension

95 % des encadreurs recommanderaient sans hésiter la formation et formulent des propositions concrètes : meilleures conditions matérielles, accès élargi aux outils numériques, connectivité renforcée et soutiens logistiques (transport, hébergement). Une prolongation de la durée des formations (minimum de 10 jours) ainsi qu'un suivi plus intensif sont souhaités.

Justin HOVOZOUNKOU, conseiller pédagogique du ministère des Enseignements maternel et primaire au Bénin, techno-pédagogue dans le dispositif IFADEM Bénin et administrateur de la plateforme IFADEM Bénin :

« J'ai rejoint IFADEM Bénin en juillet 2023 sur invitation de la coordination nationale pour participer à un atelier d'élaboration des outils de suivi d'encadrement du dispositif (tutorat) animé par un expert international. Ce dernier a fortement suscité ma passion pour le numérique.

À la suite de cet atelier, j'ai eu l'opportunité de participer à 5 autres (dont 2 régionaux organisés par IFADEM au Sénégal en juin et décembre 2023 sur l'administration) d'une plateforme de formation et la médiatisation des contenus de formation, puis 3 autres organisés par la coordination nationale en partenariat avec l'APEFE et l'IFE.

Aujourd'hui, c'est avec une grande satisfaction que je participe activement à la préparation de la formation IFADEM 100 % des enseignants de la maternelle et du primaire en qualité de techno-pédagogue. C'est une première dans la formation des enseignants au ministère des Enseignements Maternel et Primaire au Bénin.

Je suis très reconnaissant à tous les partenaires d'IFADEM Bénin qui m'ont offert cette opportunité de faire évoluer ma carrière professionnelle et ont suscité mon intérêt pour aller plus loin. Je me suis même inscrit dans une formation à distance depuis le mois de septembre. »

Témoignage



Formation des cadres en Guinée



Atelier Élaboration des outils à Moroni, Comores



Formation d'administrateurs de la Plateforme IFADEM en République démocratique du Congo

P4

ÉCOLE ET LANGUES NATIONALES EN AFRIQUE (ELAN)

BUDGET PLANIFIÉ



830 000 €

BUDGET ENGAGÉ



800 023 €

TAUX D'EXÉCUTION



99 %



Principales réalisations

Le projet « **École et langues nationales (ELAN)** » œuvre à améliorer la qualité des apprentissages en intégrant les langues nationales dans les systèmes éducatifs francophones. Il vise à renforcer l'efficacité pédagogique en début de scolarité, tout en valorisant la diversité linguistique et culturelle. Il a pour ambition que **80 % des élèves encadrés par des enseignants formés** consolident leurs compétences en lecture et en mathématiques.

En 2024, le projet a franchi un cap significatif dans sa visibilité et son rayonnement. À l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, une campagne de sensibilisation a généré **119 251 vues en ligne**, illustrant une mobilisation forte autour de la reconnaissance des langues nationales dans l'éducation. Sur le plan institutionnel, le projet a organisé **3 ateliers thématiques** : un **atelier international de l'UNESCO à Dakar**, un **atelier régional à Abidjan** en partenariat avec l'Institut International de Planification de l'Éducation (IIPÉ-UNESCO), et un autre **au Cameroun** portant sur l'élaboration de curricula bilingues. En matière de formation, **2 834 acteurs éducatifs** ont été formés sur les approches liées à l'enseignement bilingue, incluant **1 686 enseignantes**, **881 enseignants**, **78 formatrices** et **145 formateurs**, ainsi que **30 cadres du ministère de l'Éducation nationale de la RDC** spécifiquement formés à la production de manuels bilingues pour le primaire.

Sur le volet scientifique, plusieurs avancées notables ont été réalisées : soutien à la production d'un **dictionnaire bilingue (langue nationale – français)** au Cameroun ; sélection de **6 projets de recherche-action** sur le bilinguisme, en partenariat avec l'UNESCO-BIE, l'Université de Genève et l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ; mise en place d'un nouveau **comité scientifique ELAN**, composé d'experts de haut niveau. Au niveau des réformes structurelles, deux jalons majeurs ont été franchis. Le **Burkina Faso** a adopté un **décret instaurant un modèle national d'enseignement bilingue** inspiré de l'approche ELAN, accompagné d'un arrêté ministériel. Par ailleurs, un **modèle de simulation financière pour la généralisation de l'enseignement bilingue** a été élaboré et adopté comme outil de pilotage éducatif. En **Mauritanie**, la création officielle de l'**Institut Panafricain pour l'Éducation en langue nationale (IPELAN)** marque une avancée institutionnelle majeure. Enfin, le **Gabon** a officiellement exprimé sa volonté d'adhérer au programme, témoignant de son attractivité croissante.



Effets et impacts observés

Transformation professionnelle et renforcement linguistique

La formation ELAN a permis aux enseignants de renforcer considérablement leur maîtrise de leur langue maternelle, en découvrant la richesse sémantique de nombreux mots utilisés jusque-là en français. Cette appropriation linguistique s'est traduite par une plus grande assurance professionnelle et une transmission plus authentique aux élèves. Les résultats sont probants : les élèves des promotions ELAN ont affiché un taux de réussite de 100 % au CEP en 2023 et en 2024. Ce succès a valu à certains enseignants de représenter leur pays dans des événements officiels, soulignant ainsi la valorisation des compétences acquises grâce au projet.

Amélioration de l'apprentissage et mobilisation communautaire

Au niveau des apprenants, les impacts sont manifestes : facilitation de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et de la compréhension de texte, maîtrise rapide de l'alphabet à travers des méthodes ludiques comme la comptine, et illustration créative des textes par les élèves. Les jeux pédagogiques ont suscité enthousiasme et participation active dès les débuts des séances. Les témoignages parentaux confirment une nette différence de performance en faveur des élèves issus du cursus ELAN bilingue par rapport à ceux de la filière traditionnelle. Par ailleurs, la qualité de l'accueil, l'approche exemplaire et explicite des formateurs ont renforcé la motivation des enseignants et des élèves, contribuant à un climat d'apprentissage positif et durable.

M. Jean Paul CEDY, Ministre de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation, lors d'une visite de classe ELAN, Guinée

« Ce qu'il faut apprécier, c'est que le projet ELAN est un projet d'inculturation de la pédagogie et de l'enseignement. Ce sont des classes bilingues où les enfants commencent par la langue locale avant de passer à la langue étrangère et donc officielle qui en Guinée est la langue française. Il est intéressant de voir comment cela progresse. [...] Pour ma part, je pense que ça amoindrit le choc psychologique de l'enfant qui vient à l'école pour la première fois et qui vient d'une famille où il n'entend pas le français. Il arrive à l'école stressé par la séparation avec la famille, il retrouve sa langue dans l'école : c'est déjà un amortissement et ça empêche l'abandon scolaire hâtif. »

M. Fausséni DEMBELÉ Directeur de cabinet, Représentant de la ministre de la Culture et de la Francophonie de la Côte d'Ivoire

« L'enseignement bilingue représente une avancée majeure dans notre quête commune pour une éducation qui répond aux besoins de nos enfants. »

Mme Anastasie KACOU SEPOU, Directrice de cabinet adjointe, Représentante de la ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation de la Côte d'Ivoire

« Je voudrais, ici, citer tout naturellement le programme ELAN Afrique qui vient corroborer nos assertions précédentes mêlant culture et apprentissage. C'est donc un projet francophone phare proposant une approche innovante pour un enseignement bi-plurilingue en langues nationales africaines et en français, dans le but d'améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages et de promouvoir une éducation inclusive pour toutes et tous en Afrique subsaharienne. »

M. Mangary KA, enseignant chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop & Expert du Groupe de travail sur les évaluations nationales, Sénégal

« Le programme ELAN propose l'enseignement dans les langues nationales, aussi bien pour la langue communication, que pour les sciences naturelles et plus particulièrement pour les mathématiques. Il y a un programme référentiel qui est déjà fait, c'est-à-dire que tous les programmes sont déjà faits pour les 12 pays partenaires. Ensuite il y a les démarches pédagogiques qui sont déjà conçues. Parce qu'enseigner dans deux langues, c'est différent d'enseigner dans une seule langue. L'enseignement dans la 2^e langue, ce n'est pas seulement un copier-coller de la première méthode. Il y a une méthode spécifique que nous avons élaborée pour permettre d'enseigner efficacement dans les 2 langues, la langue maternelle et la langue seconde. »



1^{ère} réunion du nouveau comité scientifique ELAN- décembre 2024-IFEF- Dakar

P5

ACQUÉRIR DES SAVOIRS, DÉCOUVRIR LE MONDE (CLAC)

BUDGET PLANIFIÉ



1 040 000 €

BUDGET ENGAGÉ



1 032 619 €

TAUX D'EXÉCUTION



99 %



Principales réalisations

Le projet « **CLAC – Centres de lecture et d'animation culturelle** » est un dispositif phare de l'action culturelle de proximité de la Francophonie. Il vise à favoriser l'accès des populations (en particulier les jeunes et les femmes des zones rurales et périurbaines) à la culture, au savoir et à l'information, à travers des espaces vivants de lecture, de débat et d'expression. Le projet contribue ainsi à l'inclusion sociale, à la participation citoyenne et au développement local.

En 2024, le projet a renforcé ses actions dans cinq pays (Gabon, Seychelles, Comores, Tchad, Togo) par la formation de **170 animateurs** (dont **70 femmes**) à la gestion et à l'animation des centres. **En complément, 8 coordinateurs et coordinatrices issus de six pays, dont 2 femmes, ont été formés aux outils de gestion, de suivi et d'évaluation des réseaux CLAC**, posant ainsi les bases d'un pilotage renforcé des dispositifs nationaux. En parallèle, **6 actions de plaidoyer** ont été menées pour appuyer la structuration nationale des politiques de lecture publique.

Sur le plan institutionnel, l'évaluation des réseaux CLAC en Côte d'Ivoire, Bénin, Guinée et Djibouti a été soutenue, tandis que des sites d'implantation ont été identifiés pour un nouveau réseau au Cameroun et à Djibouti. L'amélioration des équipements s'est également renforcée, avec **3 538 ouvrages renouvelés**, notamment pour alimenter **7 Espaces du Livre francophones (ELFE)** et les ouvrages dédiés aux CLAC des Seychelles. Cette dotation intègre des contenus valorisant les patrimoines locaux, et deux centres ont été équipés en énergie solaire pour favoriser leur autonomie.

L'année a été marquée par une mobilisation exceptionnelle : **484 515 personnes** ont participé aux activités culturelles déployées dans **64 centres** actifs à travers le Bénin, la Côte d'Ivoire, les Comores, la Guinée, le Sénégal et le Togo. Le projet **CLAC** continue ainsi de démontrer sa capacité à articuler accès au livre, animation culturelle, éducation citoyenne et cohésion sociale, dans une dynamique participative et inclusive, au service du développement humain et territorial francophone.



Effets et impacts observés

Un ancrage communautaire fort et durable

Les Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC) attirent une population majoritairement jeune (78 % ont moins de 35 ans) avec une forte diversité d'usagers : 51 % sont élèves et 25 % issus du secteur public ou privé. La fréquentation est soutenue : 54,6 % des usagers se rendent dans leur centre au moins trois fois par semaine, et 89,7 % sont abonnés, ce qui témoigne d'un véritable enracinement dans le tissu local.

Des impacts éducatifs majeurs

98 % des élèves et étudiants interrogés déclarent que la fréquentation du CLAC a amélioré leurs résultats scolaires, 40 % attribuent leur réussite aux examens aux services et ressources du centre. Les bénéficiaires notent également un regain d'intérêt pour la lecture, une meilleure maîtrise du français et un renforcement des compétences rédactionnelles et orales.

Un renforcement significatif des compétences professionnelles

Parmi les usagers actifs, 93 % affirment avoir renforcé leurs compétences professionnelles, 94 % disent que leur volonté de contribuer au développement local s'est accrue. Les CLAC sont aussi reconnus comme des espaces de formation continue, favorisant l'expression artistique, la prise de parole en public et l'engagement associatif.

Un levier d'inclusion sociale et de cohésion communautaire

98 % des bénéficiaires estiment que les CLAC ont un impact positif sur la cohésion sociale dans leur communauté. 63,7 % soulignent l'inclusion active des jeunes et des femmes dans les activités, 99,7 % déclarent avoir découvert de nouveaux auteurs et cultures. Les CLAC sont ainsi perçus comme des espaces de dialogue, de tolérance et d'éveil citoyen.

Une valorisation du capital linguistique et culturel

98 % des usagers affirment avoir amélioré leurs compétences linguistiques, renforçant leur capital culturel, éducatif et professionnel. Les CLAC deviennent ainsi des relais essentiels de la Francophonie dans les territoires.

Abdou Rachma, Animatrice au CLAC de Mvouni, Comores

« Avant la solarisation, le CLAC accueillait peu de lecteurs. En effet, le centre était mal éclairé, même en pleine journée, et les fréquents délestages d'électricité dans notre pays limitaient encore davantage son fonctionnement. Heureusement, depuis l'installation du système solaire, l'impact sur la fréquentation des lecteurs a été considérable. Les usagers, en particulier, préfèrent désormais venir lire en soirée, un moment où l'éclairage est devenu pleinement disponible grâce à l'énergie solaire. En somme, la solarisation a marqué un tournant positif pour notre CLAC, et nous ne pouvons que nous réjouir de cette amélioration, Al hamdulillah. Nous espérons que d'autres projets fructueux continueront à voir le jour. Merci infiniment. »

Témoignage



CLAC de Mvouni, Comores éclairé grâce aux équipements solaires installés dans le cadre de l'initiative « Solarisation des CLAC »

INDUSTRIES CULTURELLES ET DÉCOUVRABILITÉ

BUDGET PLANIFIÉ



2 363 223 €

BUDGET ENGAGÉ



2 301 143 €

TAUX D'EXÉCUTION



97 %



Principales réalisations

En 2024, le **Fonds Image de la Francophonie (FIF)** a permis de soutenir **59 sociétés** de pays du Sud à travers **11 aides à la production**, **8 au développement** et **4 à la finition**, touchant ainsi **20 États membres**. Bien que les femmes ne représentent que **31 % des candidats**, elles ont obtenu **41 % des financements**, illustrant une politique active de rééquilibrage. Le dispositif **Filmac**, ciblé sur l'Afrique centrale (Cameroun, RDC, Congo, RCA), a appuyé **7 projets supplémentaires** via des soutiens financiers et techniques.

Les productions francophones ont brillé sur la scène mondiale avec **19 œuvres soutenues par l'OIF**, issues de **11 États membres**, sélectionnées dans les plus grands festivals (Berlinale, Cannes, Venise, Toronto...), avec des distinctions majeures telles que l'**Œil d'or du meilleur documentaire à Cannes** pour **Nada Riyad** (Égypte) et le **César du meilleur documentaire** pour **Kaouther Ben Hania** (Tunisie). Lors de la **Fête du Court-Métrage 2024**, **6 courts-métrages** diffusés dans **13 pays** ont touché près de **25 000 spectateurs**.

Le soutien à la coproduction a également été renforcé avec **50 producteurs ACP** accompagnés dans le développement de projets et **6 ateliers internationaux** organisés (Venice Final Cut, Yaoundé Film Lab, Grand-Bassam, Impala Abidjan, La Fabrique Cinéma, Montréal). En parallèle, l'OIF a soutenu la structuration de fonds nationaux au **Ghana**, au **Rwanda** et au **Togo**, facilitant des échanges Sud-Nord.

Dans le secteur du spectacle vivant, **18 projets artistiques** portés par **45 équipes** issues de **18 pays** ont été accompagnés via la **Commission internationale du théâtre francophone (CITF)**, ainsi que **27 projets** soutenus dans **17 pays** couvrant la musique, la danse et le théâtre.

Le projet s'est également distingué par la coordination de l'événement « **Jeux... suis francophone** », labellisé **Olympiade culturelle** dans le cadre des **Jeux Olympiques de Paris 2024**, mobilisant **44 artistes et athlètes francophones** (dont **12 lauréats des Jeux de la Francophonie**) et touchant **12 500 spectateurs en ligne**. Lors du **MASA 2024**, **2 970 spectateurs** ont assisté aux spectacles de jeunes talents promus par l'OIF.

En matière d'accompagnement des lauréats, la **numérisation de 6 000 photographies**, la publication de **20 articles**, la réalisation d'une **résidence artistique** au Cameroun (ayant conduit à **10 représentations internationales**) ainsi que l'organisation d'un spectacle inédit pour **2 500 spectateurs** en Côte d'Ivoire, témoignent de l'impact tangible sur la visibilité culturelle.

Sur le plan des politiques culturelles, un **atelier de restitution de l'étude sur le statut de l'artiste** dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre a réuni **38 participants issus de 22 pays**, aboutissant à la validation de l'étude.

Le projet « **Découvrabilité du livre africain francophone** » a accompagné **20 maisons d'édition** dans **13 pays** (dont **9 dirigées par des femmes**). **46 films et séries** ont été mis en ligne sur la plateforme **FestivalScope**, et un atelier sur l'**intelligence artificielle**, le **livre audio** et les **partenariats éditoriaux solidaires** a rassemblé **17 éditeurs de 12 pays** à **Rabat**. Le programme **Global Clik** a permis à **10 créatrices de contenus** de produire **20 vidéos** diffusées sur les réseaux sociaux, atteignant près de **150 000 personnes**. En outre, **300 personnes** ont été sensibilisées à la découvrabilité lors de la **Palabre du Réseau Francophone Numérique** au **Sommet de Villers-Cotterêts**, et **35 journalistes** de **16 pays** ont été formés à la découvrabilité culturelle.



Effets et impacts observés

Niveau de satisfaction des bénéficiaires et perception sur le concept de découvrabilité

Plus de 60 % constatent un changement significatif dans leur parcours professionnel ou artistique, 77 % se déclarent informés sur le concept de découvrabilité, et 32 % ont déjà engagé des actions concrètes pour renforcer la visibilité de leurs œuvres.

Transformation des trajectoires professionnelles et artistiques

De nombreux bénéficiaires interrogés déclarent que le soutien reçu de l'OIF a généré un tournant concret dans leur parcours. Pour certains artistes, cela s'est traduit par une reconnaissance internationale : « Mon long-métrage a été sélectionné au Festival de Cannes – Acid 2023. Cela a été un véritable boost moral et professionnel » (Liana Kassir, Liban). D'autres affirment avoir acquis les clés pour développer de nouveaux projets grâce aux formations reçues, en particulier sur la découvrabilité.

Création d'opportunités concrètes et de collaborations

Le projet a permis de faciliter l'accès à des opportunités institutionnelles ou de cofinancement. Un bénéficiaire rapporte avoir été sollicité comme consultant pour la réforme de la loi sur le statut de l'artiste au Bénin, après sa participation à un atelier de l'OIF. Un autre explique que la réalisation d'un teaser avec le soutien de l'OIF a joué un rôle décisif dans la mobilisation de nouveaux partenaires pour son film.

Montée en crédibilité professionnelle

Plusieurs bénéficiaires témoignent d'un renforcement de leur notoriété et de leur visibilité dans le secteur culturel. « J'ai été recruté comme attaché de presse pour les Jeux de la Francophonie, puis pour la couverture des JO de Paris : cela a élargi mon réseau professionnel », déclare un professionnel des médias.

Effets systémiques sur les pratiques et les réseaux

Les actions menées dans le cadre du projet ont favorisé une professionnalisation des acteurs culturels, une meilleure structuration des réseaux et l'émergence de nouvelles dynamiques de coopération. Cela s'est traduit par des projets interculturels innovants, tels qu'une coproduction entre Haïti et la Guadeloupe, ou la diffusion élargie de capsules vidéo culturelles.

Élargissement des compétences numériques et communicationnelles

L'accompagnement de l'OIF a permis à plusieurs bénéficiaires de développer de nouvelles pratiques, notamment en lien avec les réseaux sociaux et le numérique. Une journaliste témoigne : « La formation m'a sensibilisée à l'importance stratégique des réseaux sociaux, que je négligeais dans mon travail auparavant ».



Palabre sur la découvrabilité dans le cadre du XIX^e Sommet de la Francophonie, Paris, octobre 2024



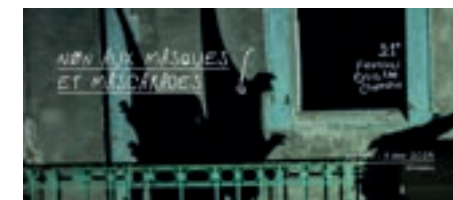
Les Filles D'olfa, documentaire de Kaouther P06-BEN HANIA-Tunisie- César 2024 du Meilleur documentaire en France (© Tanit Films)



Global Click 2024



Festival de limoges 2024



Festival 4 chemins 2024

P7

JEUX DE LA FRANCOPHONIE

BUDGET PLANIFIÉ



401 050 €

BUDGET ENGAGÉ



381 962 €

TAUX D'EXÉCUTION



95 %



Principales réalisations

Le projet « **Jeux de la Francophonie** » vise à faire de cet événement un **espace de rencontre interculturelle**, un outil de rayonnement du français et un levier stratégique pour l'insertion des jeunes talents francophones.

En 2024, plusieurs actions structurantes ont été mises en œuvre pour renforcer la gouvernance, la modernisation, la portée pédagogique et la visibilité des Jeux. Deux **séminaires de haut niveau et un conseil d'orientation du Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF)** ont été organisés, contribuant à l'amélioration de la gestion des épreuves culturelles et sportives, ainsi qu'à la révision des réglementations. **Trois rencontres de haut niveau** au total ont ainsi été tenues dans le cadre du projet. Dans une dynamique de modernisation, le site internet des Jeux a été réorganisé, un **nouveau logo** conçu et le **règlement financier** révisé afin d'assurer une meilleure transparence dans la gestion budgétaire des pays hôtes.

Le projet a renforcé son ancrage stratégique avec la signature de **deux conventions majeures** : (i) l'organisation du **premier championnat des jeunes de la Francophonie en tennis de table** en Côte d'Ivoire, ayant rassemblé **14 pays africains**, et (ii) la définition des modalités d'organisation des **X^e Jeux de la Francophonie en Arménie**.

En faveur de la jeunesse francophone, **4 jeunes athlètes** (Cameroun, Madagascar, Maurice, Niger) ont reçu des bourses pour soutenir leur parcours sportif, tandis que **19 jeunes francophones** ont été engagés dans l'organisation et le suivi des **Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024**, avec une mission spécifique de suivi de l'usage du français pendant ces événements mondiaux. En matière de développement durable et de droits humains, **4 initiatives d'accompagnement** ont été menées pour sensibiliser les acteurs locaux en Arménie, en amont des Jeux de 2027.

Le projet a également mené **3 actions de rayonnement** pour accroître la visibilité des Jeux de la Francophonie et renforcer leur engagement international. À noter également une progression notable de **55,7 % du taux d'engagement** sur les plateformes numériques après la refonte de l'identité visuelle du projet, témoignant de l'adhésion croissante du public. Parallèlement, l'accompagnement du pays hôte a été renforcé par **3 missions de terrain**, ainsi qu'un **atelier régional en Arménie**, mobilisant les acteurs locaux et régionaux autour de la préparation de Jeux écoresponsables. Enfin, une **cartographie de l'usage du français dans le mouvement sportif** a été réalisée, jetant les bases d'un outil stratégique de plaidoyer en faveur du multilinguisme et du renforcement de la visibilité du français dans les grandes instances sportives internationales.

Au total, **85 bénéficiaires** ont participé aux différentes initiatives de formation, d'accompagnement et de sensibilisation organisées dans le cadre du projet, consolidant ainsi l'ambition de positionner durablement les Jeux de la Francophonie comme un événement structurant, durable et porteur d'opportunités pour la jeunesse francophone.



Les olympiades culturelles, Paris, août 2024



Atelier régional en Arménie pour les X^e Jeux de la Francophonie écoresponsables



Passation du drapeau des Jeux entre la République démocratique du Congo et l'Arménie, Paris, juin 2024



Les volontaires des Jeux de la Francophonie aux Jeux olympiques de Paris 2024

Témoignage recueilli à l'occasion du Championnat des Jeunes de la Francophonie en tennis de table organisé en Côte d'Ivoire

« Il faut les vivre fort les Jeux de la Francophonie, c'est une chance ! » Djenebou Dante (Mali), Or, Athlétisme féminin (400m femmes)

« C'est une vraie réussite, nous avons eu au total 16 pays à cette compétition. Le séminaire a également été un succès, avec 9 présidents paralympiques francophones et des intervenant(es) de qualité. Nous avons également mis en place un village sportif, permettant à des milliers d'élèves d'Abidjan de découvrir divers sports. »

B

Programme Stratégique 2

La langue française au service de la démocratie et de la gouvernance



Le programme stratégique « La langue française au service de la Démocratie et de la bonne Gouvernance » a contribué de manière significative à la promotion de la démocratie, à la prévention des conflits et au renforcement de l'État de droit et des droits de l'Homme.

Grâce aux projets mis en place, il a été possible d'apporter des réponses aux défis majeurs tels que le manque de confiance dans les institutions, la propagation de la désinformation, la fragilité des transitions démocratiques et les menaces sécuritaires, autant d'obstacles à la stabilité et au développement.

BUDGET ENGAGÉ



5 339 199 €

TAUX D'EXÉCUTION



96 %

59 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS CONCERNÉS

Albanie • Argentine • Belgique • Andorre • Arménie
 • Belgique • Bénin • Bosnie-Herzégovine • Bulgarie
 • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge
 • Cameroun • Canada • Canada/Nouveau-Brunswick
 • Canada/Québec • Canada/Ontario • République
 centrafricaine • Comores • Congo • Congo RD •
 Côte d'Ivoire • Dominicaine (République) • Djibouti •
 Égypte • France • Gabon • Géorgie • Grèce • Guinée
 • Guinée équatoriale • Haïti • Kosovo • Laos • Liban
 • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar
 • Maroc • Mauritanie • Maurice • Mali • Moldavie •
 Monténégro • Niger • Qatar • Monaco • Roumanie
 • Rwanda • Seychelles • Sénégal • Suisse • Tchad
 • Togo • Tunisie • Ukraine • Vietnam • Wallonie-
 Bruxelles (Fédération)



3 Objectifs visés

- La gouvernance démocratique, l'État de droit, les droits de l'Homme et l'égalité femmes-hommes sont consolidés.
- La paix et la sécurité sont renforcées dans l'espace francophone grâce à des mécanismes de prévention et de résolution de conflits et de crises.
- L'intégrité et la qualité de l'information sont améliorées, dans le respect des droits et des libertés fondamentales.

BUDGET PLANIFIÉ



800 125 €

BUDGET ENGAGÉ



794 239 €

TAUX D'EXÉCUTION



99 %



Principales réalisations

Le projet « *État civil* » a pour objectif de contribuer au renforcement et à la modernisation des systèmes d'état civil, indispensables à l'enregistrement systématique des naissances dans l'espace francophone.

En 2024, l'OIF a intensifié son engagement politique en faveur de la modernisation et de la généralisation de l'enregistrement des faits d'état civil dans les pays francophones. Cette dynamique a été soutenue par les actions menées en partenariat avec le Programme pour l'Amélioration Accélérée de l'Enregistrement des Faits d'État Civil et de l'Établissement des Statistiques de l'État Civil en Afrique (APAI-CRVS), Vital Strategies, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'UNICEF. Elle s'est également traduite par des actions de plaidoyer, notamment lors du colloque de Genève sur la parité et l'état civil, ainsi qu'à travers une rencontre organisée à New York à l'occasion de la Journée des droits de l'enfant, dédiée à la promotion de l'enregistrement universel des naissances et au renforcement des partenariats dans l'espace francophone.

Par ailleurs, plusieurs initiatives sur le terrain ont permis de consolider l'ancrage des actions de l'OIF. On peut citer, entre autres, la réalisation d'une étude au Togo sur les impacts de la gratuité de l'enregistrement des naissances, l'appui à la mise en œuvre du Programme national de recensement administratif à vocation d'état civil (PN-RAVEC) en Guinée, ainsi que l'élaboration d'une stratégie de communication au Cambodge visant à sensibiliser la population à l'importance de l'enregistrement des faits d'état civil, en cohérence avec la nouvelle législation en vigueur.

Les systèmes d'état civil de six États membres (Cambodge, Cameroun, Guinée, Madagascar, Togo et Tchad) ont été consolidés grâce à des interventions ciblées sur le terrain, incluant des actions de sensibilisation, des formations, ainsi que des campagnes d'enregistrement. Au total, plus de 125 000 personnes ont été enregistrées à l'état civil. Ce progrès a été rendu possible grâce à la formation de plus de 1300 acteurs, dont 1059 agents de l'état civil et acteurs relais communautaires, désormais mieux outillés pour accompagner les populations dans leurs démarches. En parallèle, plus de 858 000 personnes ont été sensibilisées à l'importance de l'enregistrement des naissances, à travers des campagnes menées à l'échelle nationale et locale, combinant actions de proximité, émissions sur les radios communautaires et contenus diffusés sur les réseaux sociaux.



Effets et impacts observés

Valorisation des connaissances acquises par 83 % personnes formées dans les pratiques administratives

Cette valorisation a permis une mise en œuvre rigoureuse des procédures d'enregistrement, une amélioration de la tenue des registres et un renforcement de la fiabilité des données. Mais également une meilleure application des règles liées à la reconnaissance, à l'adoption et aux mariages, avec une attention particulière aux naissances hors structures sanitaires.

Amélioration du fonctionnement et de l'efficacité des services d'état civil dans l'ensemble des structures

Elle est visible notamment à travers la réduction des délais, une meilleure organisation interne, une augmentation des déclarations et un renforcement du lien avec les citoyens.

Renforcement de l'engagement communautaire et accès aux services

Le projet induit une forte mobilisation des acteurs locaux autour des enjeux de l'état civil et une amélioration de la qualité de l'accueil et de l'orientation des usagers d'état civil (taux de satisfaction des bénéficiaires de 100 %).

Pour des personnes auparavant qualifiées de « sans identité », l'intervention du projet a eu un impact social majeur, en particulier à travers l'autonomisation des femmes et des jeunes. Ces derniers bénéficient désormais d'un accès facilité aux droits civils, à de nouvelles opportunités économiques, ainsi qu'à une meilleure inclusion dans les dispositifs de protection sociale et d'aide.

Témoignage de Mme Lalao RAHARISOA, Directrice de l'école primaire publique de Soarano, Antananarivo, Madagascar

« L'obtention de mon acte de naissance était très importante pour moi. Je vais pouvoir poursuivre mes études, passer l'examen du CEPE (Certificat d'Études Primaires Élémentaires) et obtenir des papiers administratifs importants. J'ai 16 ans, et avec mon acte de naissance je vais enfin pouvoir bénéficier d'une carte d'identité nationale. »

À l'école primaire publique que j'ai dirigée, il y a encore des enfants réduits à n'exister qu'à travers des sobriquets liés à leur physique, comme « bota kely » (petit gros), « i kely » (la petite). Ils n'ont pas de nom officiel à cause de l'absence d'acte de naissance. Privés d'identité légale, ils risquaient l'exclusion scolaire au moment des examens officiels. Face à ce défi, notre établissement s'est mobilisé avec la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) avec l'appui de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour la campagne de jugements supplétifs de naissance. Cette initiative a permis à ces « enfants fantômes » d'obtenir gratuitement leur précieux sésame vers l'éducation et la citoyenneté, transformant leur surnom stigmatisant en une identité juridique reconnue par l'État.

Si cette action conjointe a déjà permis de sauver des parcours scolaires, comme celui de cette élève qui a pu passer son CEPE grâce à son nouvel acte de naissance, l'enjeu demeure immense. L'expérience prouve qu'un accompagnement ciblé au niveau des écoles est une des clés pour briser le cercle vicieux de l'absence d'état civil. Nous appelons à renforcer les partenariats afin d'étendre systématiquement les appuis à l'obtention d'acte de naissance. [...] »

Nelly Francia, écolière, Madagascar

« L'obtention de mon acte de naissance était très importante pour moi. Je vais pouvoir passer l'examen du CEPE (Certificat d'études primaires et élémentaires) et obtenir des papiers administratifs importants. J'ai 16 ans et avec mon acte de naissance, je pourrai avoir bientôt ma carte d'identité nationale. »



P10

RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT, DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE

BUDGET PLANIFIÉ



1 228 449 €

BUDGET ENGAGÉ



1 208 189 €

TAUX D'EXÉCUTION



98 %



Principales réalisations

Le projet « **État de droit** » vise à contribuer à l'instauration et au développement de la démocratie, à la prévention des conflits et au soutien à l'État de droit et aux droits de l'Homme.

Dans cette perspective, plusieurs actions ont été mises en œuvre en faveur des institutions garantes de l'État de droit, afin de moderniser leur fonctionnement et leurs pratiques.

En 2024, l'OIF a soutenu l'APF pour le renforcement des capacités de 558 participants (dont 295 femmes et 80 jeunes délégués) issus de 32 parlements sur des thématiques clés telles que les droits de l'Homme, l'égalité femmes-hommes ou encore la lutte contre la désinformation. Il a également favorisé l'échange de bonnes pratiques, encouragé le dialogue interparlementaire, et accompagné les réformes législatives à travers la production d'outils et de guides de référence. De plus ce soutien a permis l'organisation de la 10^e édition du Parlement francophone des jeunes (PFJ) et de la sixième édition du Programme international de formation parlementaire (PIFP), ainsi que le déploiement de plusieurs projets en partenariat avec l'Université Senghor, tels que la Classe diplomatique et la Formation « Parlements et entrepreneuriat ».

Grâce à son partenariat avec l'AFCNDH, l'OIF a renforcé les capacités de 19 institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) de l'espace francophone. Elle leur a fourni les moyens matériels et techniques nécessaires à l'exercice de leur mandat conformément aux Principes de Paris. Les institutions accompagnées ont ainsi pu développer leurs compétences dans plusieurs domaines clés : élaboration du plan d'action, suivi des recommandations et production de rapports dans le contexte de l'évaluation de leur État à l'Examen périodique universel. Le partenariat avec l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme (AFCNDH) a également permis l'accréditation des institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) de la République centrafricaine, du Cameroun, de la RDC, du Burundi et du Sénégal. Par ailleurs, un appui a été apporté aux INDH du Tchad et de la Côte d'Ivoire durant les périodes électorales, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur mandat de surveillance et de protection des droits de l'Homme.

Plus de 200 acteurs judiciaires de la Guinée, parmi lesquels des magistrats de la Cour suprême et des cadres du ministère de la Justice, ont bénéficié d'un renforcement de capacités. Cette initiative a également permis d'instaurer un dialogue institutionnel autour des enjeux liés à la justice transitionnelle et à la réforme constitutionnelle. Par ailleurs, au Tchad et en République centrafricaine, des sessions consacrées à la protection des lanceurs d'alerte et aux droits humains ont permis à 283 professionnels, dont 138 femmes, d'améliorer les compétences sur ces différentes thématiques, témoignant d'un vif intérêt et d'un engagement croissant. En parallèle, plus de 1 300 avocats issus de plusieurs pays ont été sensibilisés, notamment au Sénégal, au Tchad et en Côte d'Ivoire, aux enjeux liés à la lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Enfin, un programme mis en œuvre avec la CPI a permis de renforcer les capacités des magistrats et des membres des commissions des droits de l'homme en RDC sur les enquêtes et poursuites liées aux crimes internationaux, en insistant sur la protection des victimes et témoins, et sur la documentation des violations des droits humains selon les normes internationales.

Mme Esther Ngo MOUNTGUI – Première présidente de la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA (Côte d'Ivoire)

Colloque international sur le thème « Bilan de la contribution de la justice au renforcement de la démocratie en Afrique francophone »

« Ma participation à ce colloque international a été une expérience particulièrement enrichissante, tant sur le plan intellectuel que professionnel. Cet événement m'a offert l'opportunité de m'immerger dans des réflexions approfondies autour du rôle essentiel que joue la justice dans la consolidation des régimes démocratiques en Afrique francophone.



Témoignage

Les échanges avec des universitaires, des praticiens du droit, des magistrats et des acteurs de la société civile venus de divers pays ont permis d'élargir ma compréhension des défis communs auxquels font face nos institutions judiciaires, mais aussi des bonnes pratiques qui émergent dans certains contextes. J'ai été particulièrement marquée par la richesse des interventions portant sur l'indépendance de la justice, la lutte contre l'impunité, et la participation citoyenne dans les processus démocratiques. »



P11

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DÉSORDRES DE L'INFORMATION

BUDGET PLANIFIÉ



850 000 €

BUDGET ENGAGÉ



843 855 €

TAUX D'EXÉCUTION



99 %



Principales réalisations

Le projet « **Prévention et lutte contre les désordres de l'information** » vise à créer les conditions d'une meilleure qualité et intégrité de l'information comme moyen de consolider la gouvernance démocratique, l'État de droit et les droits de l'Homme.

En 2024, l'OIF a poursuivi le renforcement des politiques publiques et des institutions nationales de lutte contre les désordres de l'information en apportant un soutien spécifique à plusieurs pays.

1. En Moldavie, elle a accompagné le Conseil audiovisuel avant l'élection présidentielle, en formant son équipe à la régulation électorale et au monitoring, notamment sur la désinformation. En Arménie, à la demande des autorités, l'OIF a mené une mission d'expertise afin d'analyser l'écosystème médiatique et les initiatives de lutte contre la désinformation.
2. Grâce à son partenariat avec l'UNESCO, l'OIF a initié le renforcement de capacités institutionnelles pour intégrer l'Éducation aux médias et à l'information (EMI) dans les programmes scolaires au Tchad. Elle a également soutenu les acteurs de la société civile et de la jeunesse dans leurs efforts de sensibilisation des populations. Par ailleurs, trois missions de plaidoyer ont été menées auprès des Nations Unies (à New York et Genève) ainsi qu'auprès du RECEF, afin de valoriser les spécificités francophones dans la lutte contre les désordres informationnels.

Dans le cadre de ses actions en faveur d'un meilleur accès à une information fiable et de qualité via les médias, l'OIF a soutenu 11 projets de jumelages francophones portés par des organisations de la société civile. Ces initiatives ont mobilisé 29 organisations réparties dans 12 États et gouvernements (Bénin, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, France, Liban, Mali, Niger, République démocratique du Congo, République centrafricaine, Sénégal et Tchad). En parallèle, l'OIF a appuyé la mise en place d'initiatives de lutte contre la désinformation à Madagascar. Ces différents appuis ont permis de renforcer les compétences de 1 138 acteurs, incluant des vérificateurs de faits, des éducateurs aux médias et des chercheurs sur des thématiques essentielles telles que les techniques de vérification de l'information, la lutte contre la désinformation liée au genre, l'éducation et la prévention numériques, ainsi que la vérification citoyenne et l'analyse des tendances liées aux désordres informationnels.



Effets et impacts observés

Adoption significative de bonnes pratiques et mise en œuvre d'initiatives concrètes par les acteurs formés dans la lutte contre la désinformation

68 % de ces acteurs mènent régulièrement des actions de vérification des faits, réalisent des enquêtes de terrain, conduisent des activités de sensibilisation au numérique et établissent des partenariats stratégiques, afin d'apporter une réponse coordonnée et efficace face aux défis de la désinformation.

Amélioration et professionnalisation du traitement de l'information

68 % des personnes formées ont considérablement renforcé leur rigueur journalistique, grâce à l'accompagnement de structures spécialisées dans le fact-checking et à l'intégration progressive de bonnes pratiques professionnelles. Cette montée en compétences s'est traduite par une meilleure vérification des sources, une plus grande prudence dans la diffusion de contenus, ainsi qu'un traitement plus éthique et responsable de l'information. L'adoption d'outils adaptés et de méthodes structurées a permis d'élever la qualité des productions médiatiques et de consolider la confiance du public.

Renforcement de la dynamique collective et des synergies autour des enjeux de la lutte contre la désinformation

Les projets de jumelage ont favorisé une mobilisation accrue des acteurs autour de la lutte contre la désinformation. Ces initiatives ont renforcé la collaboration entre professionnels, favorisant le partage d'expériences, de bonnes pratiques et d'outils méthodologiques. Elles ont également permis la création d'alliances inter-médias, renforçant ainsi la cohérence et l'impact des actions menées. Cette dynamique collective a consolidé l'engagement des participants et stimulé des réponses concertées, mieux adaptées aux réalités locales et aux enjeux informationnels spécifiques.

Ciré Baldé, journaliste à la rédaction du quotidien en ligne *Visionguinee.info*

« Les désinformateurs ne manquent pas de technique pour induire le public en erreur. En démocratisant les techniques du fact-checking, on pourrait un jour ou l'autre remporter la bataille contre la désinformation. C'est un genre journalistique qui se développe et l'intégrer dans nos rédactions serait une aubaine. »

Témoignage



Rencontre francophone sur « La désinformation, la paix et la sécurité », Palais des Nations Genève, novembre 2024.

P12

ACCOMPAGNEMENT DES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES

BUDGET PLANIFIÉ



1 385 000 €

BUDGET ENGAGÉ



1 346 720 €

TAUX D'EXÉCUTION



97 %



Principales réalisations

Le projet « **Accompagnement des processus démocratiques** » vise à contribuer à l'instauration et au renforcement de la démocratie, à prévenir les contestations et crises électorales et à renforcer l'État de droit et la paix.

En 2024, des missions d'évaluation ont été organisées afin d'élaborer des plans d'accompagnement intégrés, en coordination avec les autres partenaires internationaux engagés dans l'assistance électorale. L'OIF a également déployé 10 missions électorales de la Francophonie (MEF) dans plusieurs pays dont les Comores, Madagascar, Maurice, la Mauritanie, la Moldavie, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad, le Togo et la Tunisie. Ces missions ont joué un rôle crucial dans l'analyse du contexte électoral et dans l'évaluation de la préparation des scrutins.

Cet accompagnement multiforme a contribué à renforcer la transparence et la crédibilité des processus électoraux. Par ailleurs, l'OIF s'est appuyée sur ses réseaux institutionnels, notamment le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) et l'Association des Cours constitutionnelles de la Francophonie (ACCF), pour organiser des sessions de formation, d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques. Au total, près de 70 institutions et organes électoraux impliquant près de 2100 acteurs issus de toutes les régions de la Francophonie ont vu leurs capacités renforcées grâce à ces actions concertées.

Pour favoriser une participation plus inclusive aux processus électoraux, notamment celle des jeunes et des femmes, plusieurs actions concrètes ont été mises en place en faveur de 614 femmes candidates et/ou élues. Une mission d'échanges a ainsi permis aux acteurs francophones de partager leurs expériences et bonnes pratiques en matière d'engagement politique des femmes et des jeunes au Rwanda. Au Liban, un appui spécifique a été apporté pour encourager et accompagner les femmes dans leur accès aux postes de décision au niveau local. À Madagascar, des actions de sensibilisation et de formation ont été déployées afin de renforcer les compétences des femmes et des jeunes candidats aux élections législatives et municipales.



Effets et impacts observés

Renforcement des capacités en droits humains, démocratie et participation inclusive

L'ensemble des personnes formées (100 %) ont renforcé leurs compétences en matière de droits humains, de démocratie et de participation citoyenne. Elles ont développé une meilleure compréhension des processus électoraux, des cadres juridiques nationaux et internationaux, ainsi que des pratiques de plaidoyer en faveur de l'inclusion politique des femmes et des jeunes.

Appropriation concrète des compétences et mise en œuvre d'actions citoyennes

Dans 43 % des cas, les personnes formées déclarent avoir mis en pratique les connaissances acquises, notamment en matière d'évaluation des politiques publiques, d'accompagnement associatif, de médiation et de renforcement de la gouvernance locale. Cette mise en application a également contribué à leur épanouissement personnel et au développement de leur leadership. Elle s'est traduite par une amélioration notable des compétences individuelles, en particulier en communication, en animation, en rédaction de contenus, ainsi qu'en diffusion efficace des messages via les réseaux sociaux.

Valorisation institutionnelle et reconnaissance par les acteurs locaux

Les actions menées ont contribué à accroître la visibilité et la crédibilité de l'ensemble des structures impliquées. 100 % des organisations ont amélioré la qualité de leurs rapports, de leurs interventions publiques et des formations dispensées. Cette montée en professionnalisation a facilité la consolidation de partenariats stratégiques, notamment avec les autorités locales. Certaines démarches initiées par les personnes formées ont même été reconnues et intégrées dans des cadres institutionnels, tels que les mairies ou les organes de gestion électorale.

Promotion des valeurs démocratiques dans des contextes sensibles

Dans des environnements parfois marqués par des tensions sociopolitiques, l'implication active des jeunes et des femmes formés a permis de promouvoir des valeurs essentielles telles que la cohésion sociale, l'inclusion, la transparence et le respect des droits fondamentaux. Leur engagement a contribué à renforcer une culture démocratique et participative, en particulier dans les périodes électorales, favorisant une communication plus responsable et une mobilisation citoyenne plus large.



Mission électorale de la Francophonie, élections législatives à Madagascar, 2024



P13

SOUTIEN À LA PAIX ET À LA STABILITÉ

BUDGET PLANIFIÉ



1 271 551 €

BUDGET ENGAGÉ



1 146 197 €

TAUX D'EXÉCUTION



90 %



Principales réalisations

Le projet « **Soutien à la paix et la stabilité** » vise à renforcer la paix et la sécurité dans l'espace francophone à travers la mise en œuvre d'actions de prévention et résolution de conflits et de crises, ainsi que de maintien et de consolidation de la paix.

En 2024, des missions d'information et de contact, d'expertise technique ainsi que des envoyés spéciaux ont été déployés dans des pays en transition, en situation de fragilités ou en sortie de crise (Gabon, Haïti, Madagascar). Un appui technique et financier a été apporté aux organisations de la société civile de jeunes et de femmes engagées dans la prévention et la médiation des conflits au niveau communautaire (Comores, Côte d'Ivoire Madagascar, Tchad).

S'agissant du maintien de la paix, en partenariat avec l'ONU et les États membres, des actions de renforcement des capacités ont été menées. 330 militaires, policiers et civils ont renforcé leurs compétences en français, interculturelles et techniques, pour les opérations de paix des Nations Unies. Ces formations ont contribué à améliorer la participation francophone aux opérations de paix onusiennes et l'interaction avec les pays hôtes d'une mission. De plus, dans le cadre de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti, près de 1 200 personnels en uniformes ont bénéficié d'actions de renforcement des capacités linguistiques (français et créole) et de sensibilisation au contexte socio-culturel haïtien. Deux applications mobiles ont été développées pour l'apprentissage de mots de vocabulaire essentiels pour la coopération internationale de sécurité : Lexicopaix pour le français, et Lexikozé pour le créole haïtien. En plus de contribuer à leur sécurité, les compétences développées par les bénéficiaires facilitent les relations et la confiance avec la police nationale d'Haïti et la population haïtienne.

En partenariat avec l'Université Senghor à Alexandrie, 120 femmes et jeunes ont renforcé leurs capacités sur les agendas internationaux « Femmes, paix et sécurité » et « Jeunesse, paix et sécurité » en participant à des cours en ligne dédiés à ces thématiques. Par ailleurs, en Côte d'Ivoire, 150 acteurs locaux ont été sensibilisés aux principes fondamentaux de l'agenda « Femmes, paix et sécurité », dans le contexte de l'élection présidentielle à venir.



Effets et impacts observés

Renforcement des compétences linguistiques et valorisation de la langue française

75 % des personnes formées déclarent avoir mis en pratique les compétences acquises lors des différentes formations. Parmi elles, 48 % affirment que cette mise en pratique a renforcé leur niveau de compétence et généré des retombées positives au sein de leurs structures respectives. Le personnel militaire, policier et civil formé affirme une amélioration de la compréhension, de l'expression orale et écrite, avec des retombées positives dans les interactions quotidiennes et professionnelles.

Accès à de nouvelles opportunités et mise en pratique en contexte international

Grâce aux compétences acquises, certains participants ont réussi des examens officiels, renforçant ainsi leur éligibilité à des opportunités professionnelles au sein des Nations Unies. Ces expériences ont contribué à élargir leur réseau, à renforcer leur confiance en soi et à positionner leurs profils dans des environnements professionnels multilingues et multiculturels.

**Beverly, policière
kényane de la Mission
multinationale
d'appui à la sécurité
(MMAS) en Haïti ayant
participé à la formation
linguistique et
interculturelle de l'OIF**



« Grâce à la formation, j'ai appris à saluer quelqu'un, à me présenter, à exprimer des besoins, à donner et demander des informations personnelles et à donner quelques instructions. J'ai aimé la présentation sur le contexte socio-culturel. Je vais continuer d'apprendre avec l'application Lexicopaix et Lexikozé. »

Témoignage

C

Programme Stratégique 3

La langue française,
vecteur de
développement
durable

Le programme « La langue française, vecteur de développement durable » constitue une réponse audacieuse et pragmatique à des défis globaux auxquels sont particulièrement exposés un certain nombre d'États et gouvernements membres francophones.

À travers sept projets ambitieux, l'OIF contribue à l'amélioration des conditions de vie et l'autonomisation des jeunes et des femmes en déployant des initiatives sur le tourisme durable, l'environnement et le climat, la formation au numérique, l'entrepreneuriat des femmes et le renforcement des acteurs de la société civile.

BUDGET ENGAGÉ



8 631 767 €

TAUX D'EXÉCUTION



98 %

46 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS CONCERNÉS

Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Ontario • Canada/Nouveau-Brunswick • Canada/Québec • République centrafricaine • Chypre • Comores • Congo • Congo (RD) • Côte d'Ivoire • Djibouti • France • Gabon • Guinée • Guinée équatoriale • Haïti • Liban • Luxembourg • Madagascar • Mali • Maurice • Maroc • Mauritanie • Moldavie • Qatar • Roumanie • Rwanda • Sénégal • Seychelles • Slovaquie • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Ukraine • Vietnam • Wallonie-Bruxelles (Fédération)



4 Objectifs visés

- L'offre de formation est renforcée en vue d'accompagner l'insertion professionnelle des jeunes dans les métiers d'avenir.
- La résilience et l'autonomisation des populations (en particulier les jeunes et les femmes) sont accrues en vue de faire face aux défis environnementaux, climatiques, économiques et sociaux.
- Les échanges commerciaux sont promus dans l'espace francophone.
- Des initiatives innovantes sur les enjeux stratégiques sont promues au profit des femmes et des jeunes.

P14

LA FRANCOPHONIE AVEC ELLES

BUDGET PLANIFIÉ



2 136 500 €

BUDGET ENGAGÉ



2 082 104 €

TAUX D'EXÉCUTION



97 %



Principales réalisations

Le projet « **La Francophonie avec Elles** » vise à renforcer l'autonomie économique et sociale des femmes en situation de vulnérabilité, en combinant actions de terrain et plaidoyer dans une approche de développement durable.

En 2024, la 5^e édition du Fonds a été marquée par le soutien à 50 projets répartis dans 23 pays, impactant directement 10 408 femmes engagées dans des initiatives économiques et sociales. Une attention particulière a été portée sur l'entrepreneuriat collectif, avec 46 % des projets de nature coopérative, favorisant l'entraide et la mutualisation des ressources.

Cette édition a également permis un rééquilibrage géographique des financements, avec une hausse des projets en Afrique centrale (28,19 %) et au Moyen-Orient (15,17 %), notamment grâce à un accompagnement spécifique au Liban.

Pour accroître sa visibilité et lever des financements, un plan de communication global a été adopté, incluant une nouvelle identité visuelle et une [brochure](#) détaillée sur les objectifs et résultats du Fonds.

L'OIF poursuit son engagement pour l'égalité femmes-hommes, en partenariat avec le *Réseau francophone pour l'égalité femmes-hommes (RF-EFH)* qui a renouvelé sa gouvernance en décembre 2024.

Sur la scène internationale, l'OIF a poursuivi ses *actions de plaidoyer* en faveur de l'égalité femmes-hommes, en mettant l'accent sur l'autonomisation économique et sociale des femmes francophones. Parmi les temps forts figurent : la « Conversation francophone sur l'autonomisation économique des femmes », organisée le 8 mars 2024 à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes ; la concertation francophone de haut niveau sur « L'autonomisation des femmes francophones », tenue le 12 mars en marge du segment ministériel de la Commission de la condition de la femme à New York ; le Palabre sur « La réussite du Fonds La Francophonie avec Elles », organisé en marge du XIX^e Sommet de la Francophonie à Paris.



Effets et impacts observés

Des progressions partagées et des dynamiques collectives à l'échelle locale

Près de 100 % des femmes déclarent avoir amélioré leurs compétences, ce qui s'est traduit par des initiatives collectives : les bénéficiaires ont intégré des groupements d'intérêt économique, favorisant la collaboration, le partage d'expériences et une meilleure structuration de leurs activités.

Une confiance accrue en leurs capacités à entreprendre et un repositionnement social

Une part importante des bénéficiaires affirment avoir gagné en estime personnelle. Certaines indiquent avoir amélioré leurs capacités de communication avec les autres. D'autres, auparavant dépendantes ou peu écoutées dans leur foyer ou par leur entourage, sont devenues des références locales. Elles sont parfois même consultées pour leurs compétences, leurs réussites ou leur capacité à inspirer d'autres femmes.

Accès à l'emploi / stabilisation des activités professionnelles

92,6 % des femmes bénéficiaires annoncent que grâce à l'accompagnement du projet, elles ont désormais une activité professionnelle ou l'ont stabilisée.

Augmentation des revenus et gain en autonomie économique

58 % des bénéficiaires déclarent que leurs revenus ont augmenté depuis leur participation au projet. Ce progrès financier se traduit par une meilleure capacité à couvrir les dépenses courantes, à soutenir leur famille et, dans certains cas, à réinvestir dans leur activité. Elles affirment avoir gagné en autonomie économique, se disant désormais capables de prendre seules les décisions liées à leur activité et de gérer leurs revenus sans dépendre d'un tiers.

Une inclusion financière

est également observée. Les femmes ont pu ouvrir un compte bancaire et déclarent avoir un chiffre d'affaires suffisant pour accéder à des ressources productives ou augmenter leur stock. Des bénéficiaires ont réussi à obtenir un crédit pour soutenir leur développement, preuve d'un gain en crédibilité auprès des institutions financières.

Sesseao DÉAGOULÉ, bénéficiaire du Fonds « La Francophonie avec Elles », témoigne de son parcours de résilience après avoir perdu la vue à la suite d'une maladie.

Plongée dans une situation de grande précarité et totalement dépendante de l'aide de sa fille, Madame Sesseao DÉAGOULÉ intègre alors un projet financé par l'OIF, spécifiquement conçu pour 100 femmes ayant une déficience visuelle : il leur offre une opportunité d'autonomie à travers l'élevage de volailles. Bien au-delà du simple soutien matériel, cette initiative leur apporte une indépendance financière et une réinsertion sociale, leur redonnant confiance et espoir en l'avenir.

« Je vais persévérer. Ma ferme, je vais l'agrandir, en avoir deux et ouvrir un magasin, et je le ferai ! [...] Aujourd'hui, je suis contente, je marche la tête haute. »



P15

INNOVATIONS ET PLAIDOYERS FRANCOPHONES

BUDGET PLANIFIÉ



636 940 €

BUDGET ENGAGÉ



593 002 €

TAUX D'EXÉCUTION



93 %



Principales réalisations

Le nouveau projet « **Innovations et plaidoyers francophones** » vise à faire émerger des solutions innovantes portées par des jeunes, des femmes et des organisations de la société civile, tout en soutenant des plaidoyers en faveur de valeurs et d'enjeux propres à l'espace francophone dans les forums internationaux.

Dans le prolongement des consultations jeunesse menées en 2020 et 2023, qui ont mis en lumière les principales préoccupations des jeunes — notamment l'emploi, l'éducation et l'environnement —, l'OIF a lancé le concours « Innovons aujourd'hui, créons l'avenir ! ». Cette initiative a permis de financer cinq projets portés par des jeunes issus d'Haïti, du Maroc, du Cameroun, de France et du Sénégal. Ces initiatives innovantes abordent des thématiques variées et porteuses de transformations : l'entrepreneuriat agricole, l'accès à l'eau potable, la valorisation de l'artisanat local, les formations aux compétences numériques, le développement des compétences dans les domaines sportifs et socio-sportifs, ainsi que la préservation du patrimoine culturel à travers des actions d'archivage et de mise en valeur.

Parallèlement, le projet a poursuivi ses efforts pour structurer davantage la **société civile francophone**. La 13^e Assemblée plénière de la Conférence des ONG internationales accréditées auprès de la Francophonie, tenue en septembre 2024, a rassemblé plus d'une centaine d'organisations, dont 85 en présentiel. Cette rencontre a permis de réaffirmer l'importance d'une participation active de la société civile aux initiatives de l'OIF.

Le projet a également poursuivi son appui au **Réseau international de la jeunesse francophone (RIJF)**, qui regroupe aujourd'hui plus de 380 organisations de jeunesse réparties dans 30 pays.

Dans cette même dynamique, le Forum de la jeunesse francophone d'Asie-Pacifique s'est tenu en septembre 2024 à Hanoï, au Vietnam, autour du thème : « Employabilité, innovation et création au cœur de la jeunesse en Asie-Pacifique ». Organisé en partenariat avec l'AUF et l'Union de la jeunesse Hô Chi Minh du Vietnam, cet événement a rassemblé une soixantaine de jeunes leaders issus des pays francophones de la région. Au cours du forum, les participants ont élaboré des micro-projets en faveur de la jeunesse, qu'ils ont présentés à des partenaires francophones potentiels. Ils ont également exploré des opportunités concrètes dans des secteurs porteurs tels que le tourisme durable et le numérique, renforçant ainsi leurs compétences et leur réseau.

Duangmala PHOMMAVONG, experte, Laos

« Cette conférence de la jeunesse francophone est capitale pour marquer l'importance de la francophonie pour la jeunesse d'Asie-Pacifique. La Francophonie peut contribuer à la formation des jeunes en Asie – le Laos, le Cambodge, le Vietnam – parce qu'aujourd'hui on a besoin de jeunes formés en technologies, en gestion, etc. »



Témoignages

Pour Elisée N. DITCHARE (Bénin)

« Le Réseau est une plateforme qui permet aux jeunes de l'espace francophone de réseauter et d'échanger, mais surtout, de parler d'une seule voix ».

**Pour Charles CLAUDEL (Haïti), lauréat dans la catégorie Emploi et entrepreneuriat**

« Très content de recevoir ce prestigieux prix. Je continue à donner mon soutien aux causes communautaires. »



P16

D-CLIC

Volet A : Formation au numérique

BUDGET PLANIFIÉ



1 338 311 €

BUDGET ENGAGÉ



1 326 315 €

TAUX D'EXÉCUTION



99 %



Principales réalisations

Le projet « **D-CLIC : Formez-vous au numérique** » s'inscrit dans une stratégie d'autonomisation économique et d'inclusion numérique des jeunes et des femmes de l'espace francophone. Il a pour objectif de répondre aux mutations accélérées du marché du travail en renforçant les **compétences numériques essentielles** à l'insertion professionnelle, à l'entrepreneuriat et à la participation citoyenne. Il vise aussi à renforcer les capacités des États et gouvernements pour leur permettre de jouer un rôle plus décisif dans la gouvernance mondiale du numérique.

Les résultats obtenus en 2024 sur le **volet Formation** témoignent de la montée en puissance du dispositif, avec 3 510 jeunes et femmes — en majorité issus de contextes vulnérables — formés aux métiers du numérique dans une large diversité de domaines alignés sur les besoins des économies locales. Ces formations ont couvert des compétences clés telles que le développement web et mobile, la fibre optique, la communication digitale, le marketing numérique, l'interface graphique, le design UX, la programmation web, la cybersécurité (notamment via Pfsense), le référencement SEO, ainsi que l'administration de sites web. Par ailleurs, trois parcours de formation en ligne innovants — en développement web, développement mobile et marketing numérique — ont été conçus et diffusés, touchant plus de 1 500 jeunes et femmes.



Effets et impacts observés

Utilisation des compétences acquises et employabilité des jeunes

Plus de 90 % des jeunes formés utilisent les compétences acquises dans leurs fonctions actuelles. Plus de 85 % des jeunes demandeurs d'emploi considèrent que la formation a amélioré leurs chances de trouver un emploi, avec des résultats très positifs dans des pays comme le Gabon (80 %), la Mauritanie (67 %) ou encore le Mali (73 %).

Structuration des écosystèmes locaux

L'évaluation révèle que les organismes partenaires ont renforcé leurs capacités internes : 23 % en gestion et méthodologie. 19 % en conduite des projets de recherche. 11 % en ressources humaines qualifiées.

Valorisation du métier de formateur

Dans plusieurs pays, les formateurs déclarent que leur métier est désormais mieux reconnu (la majorité déclare une reconnaissance officielle) et mieux valorisé, ce qui améliore leur insertion professionnelle.

Effet d'appropriation

Des témoignages soulignent que D-CLIC a permis une prise de confiance dans l'usage des outils numériques, l'autonomie dans l'autoformation, et l'envie d'évoluer vers l'entrepreneuriat numérique pour certains.

Bénéficiaires D-CLIC avec
l'équipe de formateurs
en développement web,
mobile et marketing
numérique à Kara, Togo,
février 2024

Achta MAHAMAT HASSAN (Tchad), bénéficiaire de la formation D-CLIC en Marketing numérique en présentiel avec l'opérateur ADESIT

« Ce qui m'a poussée à postuler pour la formation, c'est l'entrepreneuriat. Je suis novice dans ce domaine, mais décidée à poursuivre ma passion. Avant la formation, j'ai formalisé mon entreprise mais je n'avais aucune expérience ni financement. Avoir été retenue pour suivre la formation en Marketing Numérique du projet D-CLIC m'a permis d'être outillée en connaissances. C'est une formation très bénéfique. J'ai appris le module de montage de projet, marketing digital, communication, création de logo, business plan, suivi et évaluation de projets informatiques avec beaucoup de cas pratiques. Ça a été une étape cruciale dans la réussite de mon projet ».

Marie Danielle PIERRE-LOUIS (Haïti), bénéficiaire de la formation D-CLIC en Développement Web- Septembre 2024

« Après ma participation à la formation sur la plateforme D-CLIC j'ai lancé mon entreprise, un journal numérique en ligne consacré aux femmes, intitulé « Journal des Femmes Inspirantes ». Cette formation m'a permis d'acquérir des compétences essentielles en numérique [...] qui m'ont permis de développer et gérer un média en ligne dédié à la mise en valeur des parcours inspirants des femmes ».



Témoignages

P16

D-CLIC

Volet B : Gouvernance du numérique et de l'IA

BUDGET PLANIFIÉ



195 875 €

BUDGET ENGAGÉ



190 074 €

TAUX D'EXÉCUTION



97 %



Principales réalisations

Dans le domaine de la **gouvernance du numérique et de l'intelligence artificielle (IA)**, des actions de plaidoyers ont été menées pour promouvoir une IA inclusive et respectueuse des valeurs francophones.

Engagée pour une gouvernance numérique multilingue, l'OIF s'est mobilisée activement lors des discussions sur le Pacte numérique mondial, contribuant à l'intégration des enjeux linguistiques et culturels dans ce document stratégique.

Dans le cadre du **Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)**, deux événements ont été organisés à Genève : un atelier sur les biais culturels et linguistiques dans l'IA, en partenariat avec l'UNESCO et des start-ups francophones, et une rencontre dédiée aux Tech civiques francophones, mettant en lumière des initiatives luttant contre la désinformation et œuvrant pour une meilleure régulation des plateformes numériques.

L'OIF a également renforcé la présence francophone dans les **grandes négociations internationales sur la gouvernance du numérique**. Elle a notamment participé au Forum ICANN80 à Kigali le 9 juin, soutenu les stratégies de Smart Africa et favorisé la coordination avec les acteurs clés de l'écosystème Internet. Elle s'est mobilisée pour la défense de l'intégrité de l'information et du multilinguisme face aux risques croissants de désinformation, notamment dans le cadre du dialogue final sur les principes mondiaux des Nations unies.

En parallèle de ces actions de plaidoyer, l'année 2024 a également été marquée par la préparation du lancement d'un **Centre d'appui et de ressources sur la gouvernance du numérique et de l'intelligence artificielle**. Cette initiative répond aux recommandations du Groupe technique d'experts sur le numérique (GTEN), mis en place à l'issue du XVIII^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement à Djerba (2022).

**Témoignage de M. Destiny TCHEHOUALI,
professeur en communication internationale à l'Université
du Québec de Montréal**

« (...) En tant qu'expert et chercheur en gouvernance du numérique et de l'IA, dont les travaux portent sur les enjeux de découvrabilité et d'accès à la diversité des contenus francophones dans l'environnement numérique, j'ai eu le privilège de prendre part aux travaux du Groupe de travail exécutif sur le numérique (GTEN), à des activités de sensibilisation de diplomates francophones, ainsi qu'aux consultations qui ont conduit à formuler les grandes orientations et contributions de l'OIF en amont des négociations du Pacte numérique mondial (PNM).

Je peux ainsi souligner que l'une des avancées majeures obtenues grâce au projet en 2024 est son rôle clé dans l'intégration du principe de diversité culturelle et linguistique au sein du Pacte numérique mondial, adopté lors du Sommet des Nations unies en septembre 2024. Plusieurs sections importantes du texte final font référence à ces enjeux. [...] C'est aussi l'aboutissement d'intenses efforts diplomatiques qui se sont traduits par des réunions de préparation et de concertation entre négociateurs et décideurs francophones, soutenus par d'autres groupes multilingues (notamment les lusophones et les hispanophones), à Genève comme à New York.

L'engagement de l'OIF, à travers la mise en œuvre du projet, a également contribué à renforcer les compétences des agents/fonctionnaires, diplomates, parlementaires, experts et décideurs francophones en matière de gouvernance du numérique, de l'Internet et de l'IA, y compris dans le cadre de la mobilisation accrue lors d'événements tels que les forums sur la gouvernance d'Internet, les réunions de l'ICANN, les réunions de coordination numérique du GAF de Genève, entre autres. [...] »

Enfin, grâce au Centre francophone de ressources sur la gouvernance du numérique et de l'IA (GenIA) qui vient d'être amorcé, j'ai pu contribuer en tant qu'expert à un processus de constitution et d'alimentation d'une importante base de ressources documentaires, répertoriant un ensemble de textes (documents de politiques ou de stratégies, lois/projets de lois, mesures/normes réglementaires, directives et résolutions, déclarations/appels, guides pratiques, rapports officiels...) nationaux, régionaux et internationaux en matière de numérique et d'IA, qui seront très prochainement mis à disposition. »



P17

PROMOTION DES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX FRANCOPHONES

BUDGET PLANIFIÉ



947 501 €

BUDGET ENGAGÉ



923 851 €

TAUX D'EXÉCUTION



98 %



Principales réalisations

Le projet « **Promotion des échanges économiques et commerciaux francophones** » contribue à renforcer la diplomatie économique francophone et les échanges économiques et commerciaux entre les pays de l'espace francophone.

L'année 2024 a été marquée par la tenue de deux Missions économiques et commerciales de la Francophonie (MEF) en Europe centrale et orientale, ainsi qu'en Amérique du Nord. La 4^e MEF conduite par l'Administratrice à Bucarest en mars 2024 a rassemblé 106 entreprises et acteurs économiques venant de 25 États et gouvernements membres et près de 230 entreprises roumaines œuvrant dans les secteurs de l'agroalimentaire, du numérique (cybersécurité et industrie des jeux vidéo), de l'énergie verte et de l'industrie médicale. Cette mission a conduit à 140 perspectives de concrétisation d'affaires (taux de 14 %) et généré un volume additionnel de chiffre d'affaires de 2,5 millions d'euros. La 5^e MEF, conduite par la Secrétaire générale à Montréal et à Québec en juin 2024, a quant à elle permis à 76 entreprises et acteurs économiques venant de 22 États et gouvernements membres de réaliser 880 rendez-vous d'affaires avec plus de 150 entreprises québécoises, canadiennes, néo-brunswickoises et ontariennes actives dans les secteurs de l'agroalimentaire, du numérique (technologies éducatives/edtech et technologies de la santé/medtech) et de la transition énergétique. Cette MEF a engendré 150 perspectives de concrétisation d'affaires (taux de 17 %) et un volume additionnel de chiffre d'affaires de 3 millions d'euros.

Par ailleurs, le **partenariat avec l'Alliance des Patronats francophones** s'est poursuivi en 2024. Il a permis la production de l'information économique, la création d'un outil de communication structurant entre les patronats francophones et le lancement de quelques chantiers communs tels que l'identification d'un modèle de formation professionnelle certifiante ou la promotion de bonnes pratiques en RSE et de gouvernance d'entreprise durable.

La synergie développée avec le **Réseau International des Agences Francophones de Promotion des Investissements (RIAFPI)** a permis de former et de mettre en réseau 130 dirigeants de PME issus de 14 États et gouvernements membres, constituant ainsi un vivier d'entreprises préparées à participer aux MEF.

En ce qui concerne les **plaidoyers** visant à accompagner les États et gouvernements membres dans leurs discussions internationales en lien avec la promotion des échanges économiques francophones, une communication officielle de l'OIF sur la mise en place d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle a été faite à l'occasion de la 4^e Conférence internationale des Nations unies sur les petits États insulaires en développement. Deux réunions préparatoires francophones ont été aussi organisées pour contribuer aux travaux du Groupe de travail III de la CNUDCI sur la réforme du règlement des différends entre États et investisseurs (RDIE).



Effets et impacts observés

Des opportunités concrètes d'affaires issues des Missions économiques de la Francophonie

4^e MEF à Bucarest : 50 % des participants estiment que les rencontres B2B ont offert des perspectives de concrétisation d'affaires. Le volume estimé du chiffre d'affaires additionnel est estimé à 2,5 millions €.

5^e MEF à Montréal et à Québec : les participants estiment que 18,75 % des rencontres B2B ont offert des perspectives de concrétisation d'affaires. Le volume estimé du chiffre d'affaires additionnel est de 3 millions €.

Témoignage de M. TRUONG Duc Luong, Directeur de VSEC Cybersecurity, 3^e plus grand fournisseur vietnamien de services de sécurité managés (MSSP)

« La MEF à Bucarest a constitué un tournant majeur dans le développement de VSEC en Europe, marqué par la signature de plusieurs accords clés qui renforcent sa position sur les marchés européens et mondiaux francophones. Il s'agit du partenariat en cours de réalisation avec la société Urmuzee (Roumanie), spécialisée en cybersécurité, qui accompagne l'entrée de VSEC sur le marché roumain ou du partenariat en phase de concrétisation avec la société Blackbullet (Roumanie), leader roumain dans le domaine des MSSP, qui vise à renforcer les capacités des deux partenaires de proposer des solutions de cybersécurité innovantes en Europe et en Asie du Sud-Est. »



P18

ACCOMPAGNEMENT DES TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET DE CLIMAT

BUDGET PLANIFIÉ



1 200 950 €

BUDGET ENGAGÉ



1 179 131 €

TAUX D'EXÉCUTION



98,16 %



Principales réalisations

Le projet « **Accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement et de climat** » vise à renforcer la résilience des populations, avec une attention particulière aux pays les plus vulnérables.

En 2024, 2 196 délégués ont été **formés aux techniques et aux enjeux liés aux négociations sur le climat, la biodiversité et la désertification**. Par ailleurs, dans le cadre de l'attention particulière accordée aux femmes et aux jeunes, un soutien financier a permis la participation de 58 négociatrices et de 10 jeunes aux sessions de négociation.

Dans le cadre de l'accompagnement des États dans l'élaboration de leurs **Stratégies et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANBs)**, 167 acteurs ont renforcé leurs compétences sur l'intégration des enjeux de biodiversité dans leurs plans de développement.

Dans le domaine de **l'accès aux financements environnementaux**, 6 294 francophones ont été formés à la finance durable grâce à un cours en ligne. À l'issue des formations pratiques, un portefeuille de 21 projets environnementaux d'un budget cumulé de plus de 100 millions de dollars a été soutenu en faveur de 15 pays (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Comores, Côte d'Ivoire, Congo (RD), Guinée équatoriale, Madagascar, Maurice, Mauritanie, Rwanda, Seychelles et Togo). De plus, une subvention de 250 000 dollars US a été mobilisée auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) pour renforcer le secteur privé du Tchad en matière de développement bas-carbone.

Par ailleurs, **l'offre éducative en environnement** proposée par l'IFDD a été élargie : 43 248 apprenants issus de 40 pays ont suivi une série de 7 formations en ligne sur la gestion durable de l'environnement. Le Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF) a en outre renforcé les capacités techniques et opérationnelles de 40 jeunes d'Europe de l'Est pour l'accès aux financements durables et l'engagement écocitoyen à Erevan (Arménie), dans la perspective des Xe Jeux de la Francophonie qui s'y dérouleront en 2027. En Haïti, 240 jeunes ont ainsi été formés en agriculture durable, à quoi s'ajoute le financement de 114 initiatives de jeunes soutenues en Haïti, au Bénin, au Niger, au Sénégal et au Togo par l'Union européenne (UE) et le Canada/Québec.

En matière de **soutien aux innovations écologiques et solutions durables**, 171 éco-innovations frugales ont été incubées en Afrique de l'Ouest et dans le Bassin du Congo, aboutissant à 63 brevets d'invention et plus de 100 articles scientifiques. Deux Fab Labs ont été créés en RDC (éco-déchets) et au Cameroun (énergies renouvelables). Enfin, un système d'accès à l'eau potable a été mis en place aux Comores, renforçant la résilience des populations locales face aux crises climatiques.



Effets et impacts observés

Des négociateurs plus confiants et mieux outillés pour les arènes internationales

La totalité des négociateurs déclarent avoir renforcé leur maîtrise des techniques de négociation, ce qui leur permet désormais d'intervenir avec plus d'assurance, de clarté et de pertinence dans les discussions internationales. Ils comprennent mieux les textes et mécanismes des négociations, ce qui facilite leur participation active et éclairée aux processus décisionnels. L'impact direct de cet accompagnement se traduit par une prise de parole plus stratégique et une meilleure intégration dans les débats multilatéraux.

Montée en responsabilité et reconnaissance institutionnelle

Grâce au renforcement de leurs compétences, 65 % des négociateurs ont vu leur rôle s'accroître au sein de leurs délégations et communautés. Ils ont intégré des groupes de travail stratégiques, notamment dans les processus de révision des contributions déterminées au niveau national (CDN) ou dans l'élaboration de plans climatiques. Certaines négociatrices ont accédé à des postes de coordination au sein des négociations d'ONU Climat et des Groupes régionaux. D'autres ont rejoint les délégations officielles pour la CdP29 ou se sont engagées comme mentors auprès de jeunes négociatrices. Ces évolutions traduisent un véritable effet de levier en matière d'autonomisation et de reconnaissance professionnelle.

Une influence renforcée pour défendre des positions francophones

Les négociateurs accompagnés estiment pouvoir mieux défendre les positions de leurs pays, notamment sur des thématiques sensibles comme l'Article 6 de l'Accord de Paris ou le financement climatique. Au-delà de l'impact professionnel, des participantes évoquent une amélioration de leur estime de soi, de leur aisance relationnelle et de leur assurance dans les environnements multilatéraux.

Développement d'un réseau francophone stratégique

Le réseautage facilité par l'accompagnement a été perçu comme un levier majeur par de nombreuses négociatrices. L'intégration dans les groupes de négociation internationaux s'est améliorée grâce à la création d'alliances stratégiques entre francophones.

Le Pavillon de la Francophonie, vitrine d'initiatives et incubateur de projets

Une large majorité des bénéficiaires soulignent la richesse des échanges autour de la transparence climatique et la mise en réseau avec des partenaires techniques et financiers. Des projets concrets — en reboisement, énergies renouvelables ou initiatives portées par des femmes — ont trouvé des appuis grâce à ces interactions. D'autres ont vu émerger de nouvelles idées ou ont pu valoriser des actions locales, en lien avec la gestion durable des ressources naturelles. Le Pavillon s'est ainsi affirmé comme un catalyseur d'impact et d'innovation.

Intervention de Ambinintsoa HERITOKILALAINA (Lalaina), négociatrice de Madagascar lors des négociations sur le climat (CdP 29, Bakou, Azerbaïdjan, novembre 2024)

« J'adresse mes reconnaissances les plus sincères à l'IFDD pour les formations sur les négociations climatiques. Grâce à ces différentes formations, j'ai pu avancer dans le processus. Dans ce sens, j'ai été choisie par le président du groupe des PMA pour être co-coordonnateur de la thématique « transparence ». Je suis fière de représenter les négociatrices francophones dans ce groupe et l'honneur revient également à la Francophonie pour tous les efforts déployés depuis ces années. »



Témoignage

P19

SOUTIEN AUX INITIATIVES ENVIRONNEMENTALES DANS LE BASSIN DU CONGO

BUDGET PLANIFIÉ



1 248 000 €

BUDGET ENGAGÉ



1 246 515 €

TAUX D'EXÉCUTION



100 %



Principales réalisations

Le projet 19 « **Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo** » a comme objectif de contribuer à l'amélioration de la résilience des populations et des écosystèmes dans le Bassin du Congo, à travers la promotion de connaissances, d'éco-innovations frugales et de bonnes pratiques de gestion et de valorisation durable des ressources naturelles.

Dans le cadre du **renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience climatique**, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre au bénéfice de 431 jeunes engagés dans le secteur agricole. En République Démocratique du Congo, des projets agricoles à vocation climato-économique portés par de jeunes agri-preneurs ont été financés, contribuant à l'émergence d'une agriculture durable et innovante. Au Gabon comme au Cameroun, des jeunes acteurs agricoles ont bénéficié de renforcements de capacités sur les techniques innovantes, comme la fabrication de bio-intrants, l'irrigation goutte-à-goutte et en apiculture durable. Ils ont été accompagnés dans la mise en œuvre de projets de terrain, adaptés aux réalités locales. En République du Congo, des sessions de formations à l'élaboration de plans d'affaires et au développement d'activités en agriculture durable ont été organisées à l'attention des jeunes dans les villes de Brazzaville, Dolisie et Pointe-Noire.

Dans une démarche **d'appui du plan national d'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole** en République centrafricaine, des femmes et des jeunes de Bangui, Bouar et Mbaïki ont été accompagnés dans l'adoption des techniques de production biologique et d'irrigation durable.

L'approche inclusive du projet et le partage de bonnes pratiques ont été concrétisés par le lancement de **3 laboratoires vivants d'éco-innovation en agriculture durable** au Cameroun, au Congo et en Congo (RD). Cette initiative a permis d'apporter des solutions inclusives et des projets d'innovation collaborative impliquant 150 acteurs (communautés locales, chercheurs, jeunes, agriculteurs et décideurs) dans un processus de co-crédation mené dans des espaces réels, afin de tester des pratiques et des solutions innovantes qui répondent aux besoins concrets des communautés. 60 prototypes d'innovations environnementales développés par les jeunes (dont 28 par des femmes) dont 16 valorisés lors des Salons des innovations en Congo (RD) et au Cameroun.

Pour en savoir plus, consulter le rapport d'activités 2024 de la Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale (REPAC) qui est disponible via le lien suivant : https://www.francophonie.org/sites/default/files/2025-03/rapport_activites_REPAC_2024.pdf



Effets et impacts observés

Une évolution significative dans la compréhension et la gestion des enjeux climatiques

L'ensemble des jeunes ont renforcé leurs capacités d'adaptation face aux enjeux climatiques tels que la sécheresse, les inondations et la dégradation des sols.

Des pratiques agricoles transformées et préservant les ressources naturelles

Plus de 60 % des bénéficiaires affirment avoir adopté et sont satisfaits des nouvelles pratiques agricoles telles que la rotation culturale, l'utilisation d'engrais organiques... Ces connaissances leur permettent aujourd'hui de mieux préserver les sols, d'optimiser l'utilisation de l'eau et de réduire leur dépendance aux intrants chimiques.

Des compétences transformées en opportunités économiques concrètes

Plus de la moitié des répondants ont mis en œuvre une activité génératrice de revenus, allant jusqu'à créer des emplois dans leur entourage. Ils déclarent avoir généré en moyenne 4,25 emplois chacun. Un bénéficiaire a même pu créer 34 emplois.

Une productivité accrue et une qualité de vie améliorée grâce aux techniques durables

Les bénéficiaires déclarent avoir augmenté leur productivité, ce qui induit une meilleure rentabilité de leur activité. Ils estiment que la mise en œuvre des solutions et innovations a amélioré d'une manière globale leur qualité de vie et celle de leur entourage (travail et emploi, santé, éducation, liens sociaux, sécurité économique et physique, qualité de l'environnement, etc.). 20 % des solutions ou innovations techniques créées ont été brevetées.

« Je m'appelle Edith Nanette DIBA. Au départ, notre projet se concentrait sur la transformation des noix de coco en chips. Mais grâce à l'accompagnement du Projet d'accélération des technologies et innovations environnementales (PADTIE) mis en place au Congo par l'OIF, [...] les formations en marketing, finance, gestion durable et propriété intellectuelle, notre projet a été restructuré. Nous avons amélioré notre processus de production. Nous avons aussi participé au Salon des Sciences, Technologies et Innovations environnementales en RDC, ce qui nous a ouvert des opportunités de marché et a renforcé notre vision.

Aujourd'hui, notre projet ne se limite plus à un seul produit. Nous avons développé une approche intégrée, combinant énergie propre, réduction du gaspillage alimentaire et valorisation des ressources locales. Notre objectif : réduire la déforestation, limiter les émissions polluantes et promouvoir une économie circulaire durable. Sans ce soutien, nous n'aurions peut-être jamais osé repenser notre modèle. Grâce à l'OIF, nous avons pu transformer une simple idée en une véritable solution écologique et innovante. »

Témoignage



Jeunes innovatrices et innovateurs accompagnés par l'OIF en 2024 au Congo

P20

PROMOTION DU TOURISME DURABLE

BUDGET PLANIFIÉ



1 094 996 €

BUDGET ENGAGÉ



1 090 776 €

TAUX D'EXÉCUTION



100 %



Principales réalisations

Le projet « **Promotion du tourisme durable** » vise à renforcer l'autonomie des populations, en particulier des jeunes et des femmes, face aux défis environnementaux, climatiques et sociaux.

L'initiative **Destination Eco-Talents (DET)** a été développée autour de trois axes stratégiques complémentaires : l'éducation et le renforcement des compétences des jeunes et des femmes dans les métiers du tourisme durable ; la promotion d'une offre touristique compétitive intégrant écotourisme, tourisme communautaire et circuits respectueux de l'environnement ; enfin, la création de réseaux favorisant l'échange d'expertise et la coopération entre les pays francophones engagés dans cette transition.

Dans le cadre de sa phase pilote, l'initiative est déployée au Cabo Verde, au Cambodge, aux Comores et au Vietnam, avec un accent particulier sur les volets formation et sensibilisation au tourisme durable. Au total, 1 106 jeunes dont 406 étudiants du Vietnam et 700 jeunes du Cabo Verde, Cambodge et Comores ont renforcé leurs compétences sur les métiers du tourisme durable.

Pour le déploiement des Centres DET, plusieurs actions ont été engagées, notamment l'identification des sites potentiels d'implantation des centres, la préparation de leur fonctionnement ainsi que l'élaboration d'un plan de sensibilisation. En parallèle, des formations professionnalisantes ont été mises en place au profit de près de 700 étudiants, avec un objectif ambitieux : un taux d'emploi de 100 % dans l'industrie hôtelière.

Témoignages



Mme Anita VOLATSARA, fondatrice de Marodia Voyages Madagascar

« Marodia est un tour opérateur écoresponsable qui promeut le tourisme local à Madagascar et dans l'océan Indien. En 2023, après l'appel à candidatures de la REPOI pour les entreprises œuvrant dans l'économie bleue, Marodia a été sélectionnée pour participer au concours Innov Bleue aux Seychelles.

Grâce à cette expérience, Marodia travaille actuellement sur la collecte des algues marines déversées sur les plages de Nosy Be et leur transformation en engrais biologique, afin de supprimer les engrais chimiques. »



M. Lindsay MORVAN, ancien directeur de la Mauritius Tourism Authority

« Avec l'aide de l'OIF, nous avons créé une plateforme qui s'appelle Horizon. eco, accessible aux opérateurs, qui prend en compte les critères de ESG, ceux des ODD et aussi ceux du Global Sustainable Tourism Council. Tous ces critères sont incorporés dans cette plateforme pour permettre aux opérateurs d'évaluer régulièrement leurs performances en termes de consommation ou encore de CO2, de tout ce qui peut affecter l'environnement, pour réduire leur impact. »



Mme TAM, étudiante en 3^{ème} année de l'option Tourisme, Université de Hanoi, Vietnam

« Ce qui me plaît dans le Salon de l'emploi, c'est de rencontrer des professionnels du secteur, d'échanger avec eux et, surtout, de décrocher un emploi à temps partiel. »



M. Ha Duc MANH, Directeur de l'agence de voyage Amical Travel, Vietnam

« Le secteur du tourisme durable ne manque pas de travail, il manque de main-d'œuvre. Chers étudiants, apprenez le français, nous vous assurons que vous aurez du travail. »

D

Influence et rayonnement de la Francophonie

Plaidoyers, diplomatie et coopération multilatérale

Le réseau des 13 Représentations extérieures (REPEX), en collaboration avec les Groupes des Ambassadeurs francophones (GAF), joue un rôle central dans la promotion du français, la défense du multilinguisme et le renforcement de la coopération internationale. C'est un des leviers essentiels pour l'influence et le rayonnement de l'OIF. À travers des plaidoyers stratégiques, des partenariats multilatéraux et des actions culturelles, la Francophonie s'affirme comme un acteur majeur du dialogue mondial, œuvrant pour une gouvernance plus inclusive et respectueuse de la diversité linguistique et culturelle.

UN PLAIDOYER DIPLOMATIQUE RENFORCÉ AU SERVICE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET DU MULTILINGUISME

L'année 2024 a été marquée par une intensification du plaidoyer en faveur de la langue française et du multilinguisme sur la scène internationale. À l'*Union africaine*, lors du 37^e sommet des Chefs d'État en février, la Secrétaire générale de la Francophonie a plaidé pour un usage accru du français dans les débats et documents stratégiques, dans les instances continentales. Elle a rencontré le *Secrétaire général des Nations unies*, Antonio Guterres, en mars 2024, pour défendre une meilleure intégration du français dans les travaux onusiens et renforcer la formation des traducteurs et interprètes francophones. Par ailleurs, la *signature d'un accord au Luxembourg* en septembre a permis d'allouer des financements en soutien aux femmes et jeunes filles en situation de précarité, renforçant leur insertion sociale et économique dans l'espace francophone.



Panel spécial sur les défis du multilinguisme dans le multilatéralisme onusien, coorganisé par l'OIF et le Canada en partenariat avec les Missions permanentes de la France et de la République démocratique du Congo, New York, mars 2024.

LES REPEX ONT POURSUIVI LEURS EFFORTS POUR PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ LINGUISTIQUE DANS PLUSIEURS CADRES INTERNATIONAUX

Il en est ainsi du plaidoyer porté tout au long des négociations qui ont culminé avec l'adoption du *Pacte numérique mondial* adopté lors des travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 2024. Avec le soutien du Canada et de la Suisse, ce plaidoyer s'est prolongé à Genève, dans le cadre de différentes réunions organisées sur le numérique et l'intelligence artificielle.



Atelier de discussion du Groupe des Ambassadeurs francophones de New York sur la diversité culturelle et linguistique à l'ère du numérique et des technologies émergentes dans l'environnement des négociations intergouvernementales du Pacte numérique mondial.

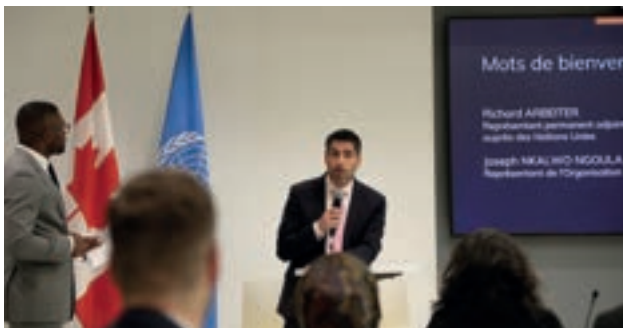
L'Organisation a apporté son soutien au « *Cadre stratégique des Nations unies pour le multilinguisme* » publié le 28 mars 2024 dans les six langues officielles de l'ONU, dont le français. À l'Union européenne, la Francophonie a fait une intervention lors de la conférence « *Le multilinguisme au XXI^e siècle* » tenue à Bruxelles en avril 2024 pour souligner l'importance d'une politique

linguistique inclusive. Lors de l'*Assemblée mondiale de la Santé* au mois de juin 2024, une résolution garantissant l'usage renforcé du français dans les débats et documents officiels a été adoptée. L'Assemblée générale de l'*ONU* a adopté par consensus, le 6 septembre 2024, sa *résolution biennale sur le multilinguisme*, au terme d'une négociation co-facilitée par la Représentante permanente adjointe de l'Andorre, et la Représentante permanente adjointe du Guatemala, respectivement au nom du Groupe des Ambassadeurs francophones et du Groupe des amis de l'espagnol.

L'Organisation a également mis en avant le rôle des traducteurs et interprètes lors de la *Journée internationale de la traduction* et prononcé une déclaration à l'ONU, réaffirmant l'importance du français dans les *opérations de maintien de la paix et la diplomatie internationale*.



En prélude à la 77^e Assemblée mondiale de la santé, Rencontres francophones organisées par l'OIF et les Entreprises des médicaments sur « Des approches innovantes au service de la santé », Genève, mai 2024



Atelier de formation des experts francophones sur la Gouvernance de l'intelligence artificielle, organisé par l'OIF en partenariat avec la Mission permanente du Canada, New York, avril 2024

UNE MOBILISATION ACCRUE DES GROUPES DES AMBASSADEURS FRANCOPHONES EN FAVEUR DU MULTILINGUISME

En 2024, les GAF ont intensifié leurs actions et élargi leur réseau avec la *création* du GAF du Luxembourg et la *redynamisation* de celui d'Abou Dhabi. Plusieurs réunions stratégiques ont été organisées, entre autres à New-York, Cotonou, Nairobi, Ottawa, Beyrouth, Genève et Bruxelles, permettant *d'harmoniser les positions francophones sur des thématiques essentielles* telles que la promotion du français, la gouvernance du numérique et les droits humains.

En mars 2024, lors de ses échanges avec le GAF de New-York, la Secrétaire générale avait exhorté ce groupe à faire preuve d'une vigilance constante pour le multilinguisme au sein des Nations unies, et notamment dans la perspective de la tenue du Sommet de l'Avenir qui s'est déroulé en septembre 2024. Les GAF ont également mené des *échanges stratégiques*. À Genève, avec le Comité international de la Croix rouge (CICR) en février 2024 pour porter un plaidoyer pour l'usage du français dans l'action humanitaire. À New York, en avril a eu lieu la rencontre du GAF avec le Président du Conseil des droits de l'Homme (CDH) sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des langues minoritaires dans les négociations au sein du CDH. En novembre s'est tenu un atelier de haut niveau, organisé avec l'appui de la Mission permanente du Maroc à l'ONU et le Bureau des Affaires militaires du Département des opérations de paix (DOP) des Nations Unies. Il porte sur les modalités de formalisation de l'engagement d'un pays contributeur en personnels dans les opérations de paix mandatées par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Lors de la *77^e Assemblée mondiale de la Santé en mai-juin 2024*, le GAF de Genève a plaidé sur la nécessité d'inclure le français dans l'accord international sur les pandémies. En octobre à Genève, une *déclaration forte a été prononcée en faveur de la justice sociale et des droits humains*, affirmant l'engagement de la Francophonie en faveur de la diversité linguistique.

LA FRANCOPHONIE : UN ACTEUR CLÉ DANS L'ÉLABORATION DES NORMES MULTILATÉRALES

L'OIF a joué un rôle stratégique dans les grandes négociations internationales. Dans le domaine de la *Gouvernance sanitaire* : un plaidoyer pour une meilleure prise en compte des priorités des États francophones a été porté auprès de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Lors de la *Conférence internationale du Travail* (juin), la Francophonie a fait une intervention pour défendre les droits des travailleurs dans l'espace francophone.



Evènement en marge du débat ouvert du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'agenda « Femmes, paix et sécurité », organisé en partenariat avec les Missions permanentes de la République démocratique du Congo et de la France, New York, octobre 2024

DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES POUR UNE COOPÉRATION MULTILATÉRALE RENFORCÉE

L'OIF a renforcé sa coopération avec plusieurs organisations internationales en 2024, consolidant ainsi son engagement en faveur du multilinguisme, de l'égalité et de la lutte contre la désinformation. En novembre, un projet de lutte contre la désinformation a été déployé au Liban *en partenariat avec l'ONU et l'Union européenne*, avec pour objectif de renforcer la fiabilité de l'information et de soutenir les médias locaux face aux fake news.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE : UNE CÉLÉBRATION MONDIALE

Placé sous le thème « *Créer, innover, entreprendre en français* », le mois de la Francophonie 2024 a rassemblé des milliers de participants à travers le monde avec des ateliers d'écriture, concours de lecture, débats et spectacles. À *New York, le Printemps de la Francophonie* a mis en avant des artistes d'Afrique, des Caraïbes et du Québec ; à *Tunis*, l'inauguration des Journées de la Francophonie a été marquée par une soirée à la Cité des Sciences de Tunis, organisée par la Représentation de l'OIF pour l'Afrique du Nord en collaboration avec l'Ambassade du Canada en Tunisie. Des activités académiques et culturelles ont rassemblé des centaines de participants à *Vienne, Hanoï, Accra, Lomé* et beaucoup d'autres villes, tout au long du mois de mars. Ces initiatives ont inclus des conférences, des ateliers et des expositions, offrant des plateformes d'échange et de partage autour de la langue française. À *Antananarivo*, la clôture des festivités s'est faite avec des concours littéraires et dictées, illustrant l'engagement des populations pour la promotion du français.



Réunion spéciale de la Secrétaire générale de la Francophonie avec le GAF de New York. Les échanges avaient porté sur la vision de la Francophonie concernant la réforme du multilatéralisme, ainsi que sur la mobilisation francophone dans le contexte de la négociation du Pacte de l'Avenir, New York, mars 2024

04 | CONCLUSION





2024 : Un élan structurant pour une Francophonie d'impact

L'année 2024 a marqué une étape fondatrice dans la mise en œuvre de la programmation quadriennale 2024-2027 de l'OIF. Portée par une gouvernance innovante avec des équipes-projets, une décentralisation renforcée et un mécanisme de suivi-évaluation en évolution, cette première année d'exécution a permis d'ancrer une culture de performance, d'impact et d'inclusion dans l'action francophone.

L'ensemble des projets, déployés dans les trois programmes stratégiques, ont généré des résultats significatifs, traduisant une réponse agile aux enjeux contemporains tels que la transition numérique, l'égalité femmes-hommes, l'inclusion des jeunes, l'éducation de qualité, le développement durable, la gouvernance démocratique, la promotion et la découvrabilité des cultures francophones.

La gestion décentralisée, amplifiée en 2024, a démontré son efficacité : proximité renforcée avec les bénéficiaires, adaptation rapide aux réalités locales, mobilisation optimisée des ressources. Le passage de 44 % à 63 % du budget géré au niveau local illustre cette transformation opérationnelle. Toutefois, certains défis structurels subsistent : accès inégal au numérique, fragilité des contextes institutionnels dans certains pays et besoins accrus d'accompagnement pour certains groupes cibles dans des domaines d'intervention stratégiques pour l'Organisation. Des ajustements continus des projets et des actions sont également requis pour répondre au mieux aux attentes des bénéficiaires.

L'année 2024 a ainsi permis à l'OIF de consolider son modèle de coopération et d'intervention, fondé sur l'agilité, la redevabilité et l'ancrage territorial.

Ces constats invitent à poursuivre les efforts de renforcement des capacités locales, d'alignement des actions sur les contextes et d'innovation dans les outils de coopération. Les enseignements issus de cette première année de mise en œuvre de la programmation 2024-2027 guideront la consolidation des acquis, l'amélioration continue des dispositifs de gestion des projets et la valorisation des initiatives les plus porteuses.



05 | ANNEXES

A	Publications signées ou soutenues par l'OIF en 2024	84
B	Ressources éducatives, formations, CLOM réalisés par l'OIF ou en partenariat avec l'OIF en 2024	87
C	Prix, évènements de l'OIF ou co-organisés en partenariat avec l'OIF en 2024	94
D	Les grands évènements internationaux ou régionaux de 2024 où la voix de la Francophonie ou le positionnement francophone a été porté/partagé	97



A | PUBLICATIONS SIGNÉES OU SOUTENUES PAR L'OIF EN 2024

TYPE DE DOCUMENT	AUTEUR	TITRE	ANNÉE DE PUBLICATION	LIEN OU RÉFÉRENCE
Rapport	UEFH	Rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles (2023-2024).	2024	https://www.francophonie.org/loif-publie-rapport-2023-2024-sur-EFH-3599
Synthèse de la revue des résultats	UEFH	Synthèse de la revue des résultats du Fonds « La Francophonie avec Elles » 2020-2023	2024	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2024-12/OIF_Synthese_revue_resultats_fonds_LFAE_2020_2023.pdf
Brochure	UEFH	Brochure de présentation du Fonds « La Francophonie avec Elles »	2024	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2024-04/FAE_brochure_FR.pdf
Stratégie de digitalisation de l'EFTP au Togo	IFEF/UNESCO	Stratégie de digitalisation de l'EFTP	2024	N/A
National strategy for the digital transformation of TVET and skills development system in Rwanda	IFEF/UNESCO	National strategy for the digital transformation of TVET and skills development system in Rwanda	2024	N/A
Stratégie de digitalisation de l'EFTP en Côte d'Ivoire	IFEF/UNESCO	Stratégie de digitalisation de l'EFTP en Côte d'Ivoire	2024	N/A
Élaboration du dispositif de suivi-évaluation de la SFN	OIF/Philippe Tchegnon	Élaboration du dispositif de Suivi-évaluation de la Stratégie de la Francophonie Numérique 2022-2026 (SFN)	2024	N/A
Évaluation de la phase pilote D-CLIC (2021-mi 2024)	OIF/Cabinet PLURALL CC	Évaluation de la phase pilote D-CLIC	2024	N/A
Guide des négociations		Guide des négociations biodiversité	2024	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/guide-des-negociations-cop16-convention-sur-la-biodiversite-biologique/
Guide des négociations		Guide des négociations biodiversité	2024	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/guide-des-negociations-cdp-cop29-conference-des-parties-des-nations-unies-pour-le-climat/
Guide des négociations		Guide des négociations désertification	2024	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/guide-des-negociations-cdp-cop16-desertification/
Résumé du guide pour les décideurs		Résumé pour les décideurs biodiversité	2024	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/resume-guide-des-negociations-cop16-convention-sur-la-biodiversite-biologique/

Résumé du guide pour les décideurs		Résumé pour les décideurs climat	2024	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/resume-guide-des-negociations-cdp-cop29-conference-des-parties-des-nations-unies-sur-le-climat/
Résumé du guide pour les décideurs		Résumé pour les décideurs désertification	2024	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/resume-guide-des-negociations-cdp-cop16-desertification/
Catalogue	E.L. Ngo-Samnick et Cécile Éverard	100 innovations pour le développement durable dans le Bassin du Congo	2025	Institut de la Francophonie pour le développement durable. 2025. 100 innovations pour le développement durable dans le Bassin du Congo (sous la coordination de E.L. Ngo-Samnick et Cécile Éverard). IFDD, Québec, Canada, 126 p https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/uploads/2025/03/100-innovations-environnementales.pdf
Bulletin d'analyse	Francopaix	Coups d'État en Afrique : portraits d'une démocratie défaillante	2024	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2024/02/2024-01-et-02-Bulletin-janv.-fev.-2024.pdf
Bulletin d'analyse	Francopaix	Maintien de la paix onusien en Afrique : point final ou fin d'un cycle	2024	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2024/03/2024-03-Bulletin-vol.-9-no.-3.pdf
Bulletin d'analyse	Francopaix	Intervention internationale en Haïti : retour vers le futur ?	2024	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2024/04/2024-04-Bulletin-vol.-9-no.-4.pdf
Bulletin d'analyse	Francopaix	Vingt ans du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine : bilan et perspectives régionales	2024	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2024/06/2024-05-et-06-Couverture-Bulletin-mai-juin-2024.pdf
Bulletin d'analyse	Francopaix	La réconciliation nationale comme scène pour la redécouverte des traumatismes collectifs et de la mémoire au Mali	2024	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2024/09/2024-09-Bulletin-vol.-9-no.-7.pdf
Bulletin d'analyse	Francopaix	Société du risque et urgence climatique : péril sur la planète	2024	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2024/11/2024-10-Bulletin-vol.-9-no.-8.pdf
Bulletin d'analyse	Francopaix	Le Pacte pour l'avenir et la réforme du Conseil de sécurité	2024	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2024/12/2024-11-Bulletin-vol.-9-no.-9.pdf
Bulletin d'analyse	Francopaix	Madagascar au sein de l'Indopacifique : géopolitique d'une île plongée au centre d'un nouveau monde	2024	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2024/12/2024-12-Bulletin-vol.-9-no.-10.pdf
Note d'analyse	Thinking Africa	Face aux insurrections djihadistes, les difficultés d'une guerre asymétrique au Sahel	2024	En cours d'édition.

Note d'analyse	Thinking africa	De la gouvernance démocratique dans un Sahel en situation de crise fractale	2024	En cours d'édition.
Note d'analyse	Thinking africa	La création de l'Alliance des États du Sahel. Quels enjeux géopolitiques pour le Sahel et la CEDEAO	2024	En cours d'édition.
Note d'analyse	Thinking africa	Analyse des impacts de l'urbanisme au Sahel transformation de l'espace, de l'environnement et de la société	2024	En cours d'édition.
Note d'analyse	Thinking africa	La manipulation de l'information et déstabilisation des États au Sahel. Cas du Burkina Faso et du Mali	2024	En cours d'édition.
Note d'analyse	Thinking africa	L'accueil communautaire des réfugiés sahéliens dans la sous-préfecture de Sikolo- entre défis d'intégration et craintes d'insécurité	2024	En cours d'édition.
Note d'analyse	Thinking africa	L'Alliance des États du Sahel et défis sécuritaires : Comment la guerre contre le terrorisme freine l'économie et le développement ?	2024	En cours d'édition.
Note d'analyse	Thinking africa	Guerre au Soudan et fragmentation socio-culturelle au Sahel	2024	En cours d'édition.
Note d'analyse	Thinking africa	Interactions entre les dynamiques urbaines et climatiques : analyse des causes des inondations meurtrières dans les capitales sahéliennes	2024	En cours d'édition.
Note d'analyse	Thinking africa	L'orpaillage en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Entre répercussions sécuritaires et pollution environnementale	2024	En cours d'édition.
Note d'analyse	Thinking africa	Les États africains face aux bouleversements internationaux : défis et impasses des perspectives stratégiques au Sahel	2024	En cours d'édition.
Note d'analyse	Thinking africa	Les défis du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine face aux mutations géopolitiques dans le Sahel	2024	En cours d'édition.
Étude	Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme (CEPDE)	Le Nexus climat-sécurité-environnement en Afrique centrale. Cas du Cameroun, de la République centrafricaine et du Tchad.	2024	En cours d'édition.

B | RESSOURCES ÉDUCATIVES, FORMATIONS, CLOM RÉALISÉS PAR L'OIF OU EN PARTENARIAT AVEC L'OIF EN 2024

PARTENAIRE	TITRE	PUBLIC-CIBLE	LIEN
Université de Genève	CLOM « Didactique du FLE dans une perspective francophone »	Enseignants de français langue étrangère	https://moocs.unige.ch/didactique-fle
Université de Genève	L'Odyssée francophone : boussole pour porteurs de projets scolaires et extra-scolaires	Enseignants de français langue étrangère en Europe centrale et orientale	https://parlonsfrancais.francophonie.org/ressources/odysee-franco-phone/
Université de Genève	Développer ses compétences d'enseignant(e)s précoce du français	Enseignants de et en français en Europe centrale et orientale	
Institut français de Roumanie	Enseigner en classe bilingue francophone en République de Moldavie et en Roumanie aujourd'hui	Enseignants de et en français en Moldavie et Roumanie	https://parlonsfrancais.francophonie.org/ecole-dete-transfrontaliere-moldavie-roumanie/
Établissement spécialisé de la Francophonie pour l'administration et le management	Enrichir les pratiques enseignantes grâce à l'utilisation des Laboratoires Multimédia Pédagogiques (LMP) avec intégration de l'IA	Enseignants de et en français en Europe centrale et orientale	https://parlonsfrancais.francophonie.org/journees-de-linnovation-pedagogique-2024-des-professeurs-de-lenseignement-pre-universitaire-et-des-universites-reunis-a-sofia-pour-la-creation-de-contenus-multimedia/
Association des professeurs de français d'Albanie, Université de Tirana	Dynamiser la classe de FLE	Enseignants de français d'Albanie	https://parlonsfrancais.francophonie.org/formation-nationale-en-albanie-dynamiser-la-classe-de-fle/
Institut français de Skopje	Renforcer les pratiques des enseignant(e)s en FLE et DNL dans un dispositif d'enseignement bilingue	Enseignants de et en français de Macédoine du Nord	https://parlonsfrancais.francophonie.org/loif-partenaire-de-la-25eme-edition-de-luniversite-regionale-dete-de-struga/
Association des professeurs de français de Macédoine du Nord	Perfectionnement linguistique des professeurs de DNL et des enseignantes du primaire	Enseignants en français de Macédoine du Nord	
Ministère de l'Éducation et de la Recherche de la République de Moldavie, Université d'Etat de Moldavie	Enrichir les pratiques enseignantes avec l'IA	Enseignants de français de Moldavie	https://parlonsfrancais.francophonie.org/formation-nationale-en-moldavie-enrichir-les-pratiques-enseignantes-avec-lintelligence-artificielle-ia/
Ministère de l'Éducation et de la Recherche de la République de Moldavie	Co-construire des projets interdisciplinaires	Enseignants de et en français de Moldavie	
Ministère de l'Éducation et de la Recherche de Roumanie	Enseigner la grammaire autrement	Enseignants de français de Roumanie	
Ministère de l'Éducation et de la Recherche de Roumanie	Intégrer le numérique dans le cours de FLE	Enseignants de français de Roumanie	https://parlonsfrancais.francophonie.org/formation-nationale-integrer-le-numerique-dans-le-cours-de-fle/

Association des professeurs de français de Serbie ; Institut français de Serbie	Université d'hiver des professeurs de français en Serbie	Enseignants de français de Serbie
L'Association des professeurs de français du Cambodge (APFC)	Atelier de formation sur l'enseignement du français à l'école secondaire au Cambodge	440 enseignants de français du Cambodge
Ministère de l'Éducation et des Sports du Laos	Stage d'été pour les enseignants des classes bilingues lao-français	108 enseignants de français du Laos
Association des professeurs de français de HCM-Ville	Formation à l'intention des professeurs de français de Ho Chi Minh-Ville sur la thématique « La temporalité en français »	35 enseignants de français de HCM-Ville
Université de Pédagogie de HCM Ville, Institut d'échanges culturels avec la France	Formation régionale à l'intention des enseignants de français de la région Asie-Pacifique	69 enseignants de français d'Asie-Pacifique
Ambassade de France au Vietnam	Formation à l'organisation des activités ludiques en classe de FLE pour les enseignants de français du Vietnam	59 enseignants de français du secondaire du Vietnam
Ambassade de France au Vietnam	Formation régionale au montage de projet d'activités universitaires à l'intention des responsables des départements de français de la région	44 responsables de départements et sections de français d'Asie-Pacifique
AUF	Formation régionale sur la thématique « Enseigner la grammaire autrement »	56 enseignants de français du secondaire d'Asie-Pacifique
Université de Hanoi et AFELSH	Formation à la rédaction et à la publication scientifique	20 jeunes enseignants chercheurs du Vietnam
Université de Hanoi et AFELSH	Formation régionale « L'IA au service de l'enseignement du FLE »	47 enseignants de français des universités d'Asie-Pacifique
Université de Hanoi et AFELSH	Deux ateliers d'élaboration de manuel LV1 du Vietnam	13 enseignants, auteurs de manuels scolaires de français
Ambassade de France	Atelier d'élaboration des ressources pédagogiques pour le parcours LV1 renforcé au Vietnam	59 enseignants de français du secondaire du Vietnam
OPF Rwanda / REB Rwandan Education Board	Mise en place d'une formation des enseignants sur la didactique du FLE au Rwanda	Enseignants de français

Association sénégalaise des professeurs de lettres	Atelier de partage d'expériences et de formation à la rédaction de propositions	Enseignants du français	
Le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation Professionnelle (MENFOP) de Djibouti/ UNESCO-IBE	Atelier international sur les curricula et les manuels scolaires pour l'enseignement du et en français : partage d'expériences et organisation d'un salon des manuels scolaires de et en français »	Cadres des ministères de l'éducation : Directeurs, inspecteurs, conseillers pédagogiques, concepteurs des curricula et manuels, formateurs et enseignants qui mettent en pratiquent les curricula de Burundi, Djibouti, Egypte, Ghana, Liban, Qatar, Rwanda et les Seychelles.	https://www.francophonie.org/djibouti-atelier-international-curricula-et-manuels-scolaires-enseignement-francais-3459
L'Association des professeurs de français du Qatar / REPMO	Formation portant sur « l'approche interculturelle dans l'enseignement des langues »	Les enseignants de français au Qatar	
Association Aux Cœurs de Mot	Production de fiches pédagogiques mises à disposition à la communauté éducative sur la plateforme : « Parlons français ».	Jeunesse du Monde	
Le Centre de Recherche, d'Information et de Production de l'Éducation nationale (CRIPEN)	Conception et mise en page de fiches pédagogiques à destination des enseignant(e)s et apprenant(e)s	Enseignants de français et élèves de Djibouti; toute la communauté d'enseignants et apprenants francophones à l'échelle mondiale	
L'Association Djibouti espace de réflexion et d'échange (DERE)	Formation en Leadership pour jeunes francophones »	Jeunes francophones de Djibouti,	
Les Éditions Deeqsan	Programme de formation théâtrale et de publication d'un recueil de pièces de théâtre destiné aux établissements scolaires	Élèves des collèges et des lycées de Djibouti.	
OIF/Copotato	Marketing Numérique	Jeunes 18-35 ans	Parcours marketing numérique
OIF/ Chafik Aloulou	Développement Web	Jeunes 18-35 ans	Parcours développement web
OIF/ Chafik Aloulou	Développement mobile	Jeunes 18-35 ans	Parcours développement mobile
Formation D-CLIC OIF/InchClass Cameroun	Web Design	Jeunes 18-35 ans	
Formation D-CLIC OIF/SupNum Mauritanie	Fibre optique	Jeunes 18-35 ans	
Formation D-CLIC OIF/MENFOP Djibouti	Cybersécurité	Jeunes 18-35 ans	

Formation D-CLIC OIF/PointSys Congo	Création et design graphique Administration de site web Référencement SEO Cybersécurité Pfsense	Jeunes 18-35 ans	
IFDD-OIF	Introduction à la finance climat et biodiversité	Professionnels des secteurs ministériels, des collectivités territoriales, du secteur privé (entreprises, coopératives), de la société civile (associations, ONG,...), aux jeunes en particulier les étudiants et toute personne, désireuse d'améliorer ses connaissances sur le financement du climat et de la biodiversité.	https://www.objectif2030.org/mooc/finance/
Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Cameroun Ministère de l'Enseignement technique et professionnel du Congo	Référentiels métiers - Maraichage en permaculture connectée Transformation et distribution agroalimentaire de produits végétaux en ligne	Méthodologues des Ministères Formateurs et jeunes apprenants dans deux établissements de formation : - Lycée d'enseignement professionnel agricole Amilcar Cabral de Brazzaville (Congo) - Institut Agricole d'Obala (Cameroun)	Non disponible en ligne.
Association des Hautes Juridictions de Cassation des pays ayant en partage l'usage du Français (AHJUCAF)	Formation sur la lutte contre la corruption.	Les Cours de cassations membres du Bénin, de l'Égypte, du Liban, de Madagascar, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, du Sénégal, de la France et du Togo.	https://www.ahjucaf.org/news/lutte-contre-la-corruption-stagiaires-ahjucaf-lenm-et-la-cour-de-cassation
Centre international en Afrique de formation des avocats francophones (CIFAF)	Formation sur la protection des lanceurs d'alerte et la défense des Droits de l'Homme au Tchad.	Les magistrats, avocats, notaires, huissiers de justice et officiers de police judiciaire du Tchad, Bénin, Burkina Faso, Togo, Mali, Guinée et République Démocratique du Congo	
CIFAF	Formation sur la protection des lanceurs d'alerte et la défense des Droits de l'Homme au Centrafrique.	Les magistrats, avocats, notaires, huissiers de justice et officiers de police judiciaire du Tchad, Bénin, Congo et RCA.	#Bangui /#Centrafrique : Sur initiative du CIFAF, plus d'une soixantaine d'acteurs francophones du monde judiciaire en formation continue - www.visages-du-benin.com
Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune (CIB)	L'avocat acteur de la lutte contre la corruption et les infractions économiques et financières. Sénégal	Avocats	https://www.cib-avocats.org/la-cib-etait-a-dakar/
CIB	Le rôle de l'avocat dans la vie économique. Tchad	Avocats	https://www.cib-avocats.org/la-cib-etait-de-retour-a-ndjamena/
CIB	L'avocat et la sécurité juridique. Côte d'Ivoire	Avocats	https://www.cib-avocats.org/colloque-avocat-securite-juridique/

Institut francophone pour la justice et la démocratie (IFJD)	La justice transitionnelle et la réforme constitutionnelle.	Les magistrats de la Cour Suprême et les professionnels du droit guinéens	
IFJD	Les enjeux liés à la justice transitionnelle.	Cadre du ministère de la Justice guinéen.	
Cour pénale internationale (CPI)	Renforcement des capacités des Magistrats et des membres de la Commission Nationale des droits de l'Homme en matière de justice pénale internationale en République démocratique du Congo	Les magistrats et les membres de la CNDH RDC	
Reporters Sans Frontières	Pourquoi rejoindre la Journalism Trust Initiative	Journalistes, vérificateurs de faits, responsables d'organisations	https://odil.org/ressource/formation-8-comment-rejoindre-la-journalism-trust-initiative/
Réseau International des Journalistes	Comment répondre à un appel à projets	Journalistes, vérificateurs, personnes travaillant dans la lutte contre la désinformation sur des sujets ou dans des zones sensibles	https://odil.org/ressource/formation-9-comment-repondre-a-un-appel-a-projets/
Gérald Holubowicz (consultant média, photojournaliste indépendant)	Outils simples (et gratuits) d'IA générative pour accompagner la vérification des faits et répondre aux défis posés par la génération de fausses nouvelles	Journalistes, vérificateurs de faits, porteurs de projets	https://odil.org/ressource/formation-10-outils-simples-et-gratuits-dia-generative-pour-accompagner-la-verification-des-faits/
Bénin Check	Comment monter son initiative de vérification des faits	Journalistes, vérificateurs de faits, porteurs de projets	https://odil.org/ressource/formation-11-comment-creeer-son-initiative-de-verification-des-faits/
Congo Check Sammy Mufpuni (journaliste indépendant, fact checker)	EMI : quelles techniques efficaces pour propager l'éducation aux médias auprès des populations sur un territoire	Les professionnels de l'EMI, les porteurs de projets, les activistes	https://odil.org/ressource/formation-12-reussir-leducation-aux-medias-en-terres-locales/
Africa Check	Les moyens de la lutte contre les désordres de l'information en circuits fermés (Whatsapp, Telegram et notamment la vérification des messages vocaux)	Vérificateurs de faits, journalistes, animateurs de communautés	https://odil.org/comment-utiliser-whatsapp-et-telegram-pour-la-verification-de-faits/
Agence Science Presse	Techniques de vérification de faits scientifiques et sanitaires (remplacement de Lutter contre la désinformation en période électorale)	Journalistes, vérificateurs de faits, médecins, communauté scientifique	https://odil.org/ressource/formation-15-techniques-de-verification-de-faits-scientifiques-et-sanitaires/
Adisi Cameroun	Recherche d'image inversée	Journalistes, vérificateurs de faits, membres de la communauté OSINT	Formation 14 - Recherche d'image inversée - ODIL

France, Ghana, Malte, Slovénie, Suisse	Séminaire de haut niveau sur les méthodes de travail et les dynamiques de négociation au Conseil de sécurité	Diplomate grecs	https://www.francophonie.org/loif-soutient-la-grece-dans-la-preparation-de-son-mandat-au-conseil-de-securite-3474
Université Senghor à Alexandrie	Deuxième édition de la formation certifiante sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité	Acteurs institutionnels et de la société civile impliqués dans la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité	https://www.usenghor-francophonie.org/appele-a-candidatures-la-deuxieme-edition-de-la-formation-certifiante-sur-lagenda-femmes-paix-et-securite/
Cavilam – Alliance française, France	LEXICOPAIX, première application gratuite d'apprentissage de mots de vocabulaire en français pour la coopération internationale de sécurité et de défense	Personnel en uniforme des missions de paix	https://www.francophonie.org/lexicopaix-premiere-application-francais-cooperation-securite-et-defense-3318
Cavilam – Alliance française, France	LEXIKOZÉ, première application d'apprentissage de mots de vocabulaire en créole haïtien dans le domaine de la paix et de la stabilité	Personnel en uniforme de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti	https://www.francophonie.org/lexikoze-premiere-appli-creole-haitien-pour-personnels-missions-paix-3366
ONU	1 ^{ère} édition du Cours francophone pour les conseillers militaires genre des opérations de paix	Personnel militaire chargé des questions de genre	https://www.francophonie.org/premiere-formation-pour-les-conseillers-militaires-genre-des-operations-de-paix-3079
Centre international du Caire pour la résolution des conflits, le maintien et la consolidation de la paix (CCCPA), École d'Application des Officiers de la Gendarmerie Roumaine, Centre de linguistique appliquée (CLA) de l'Université de Franche-Comté	Cours de français pour les Casques bleus égyptiens	Casques bleus égyptiens	https://www.francophonie.org/premiere-formation-au-francais-pour-les-casques-bleus-egyptiens-3086
Institut français du Cambodge	Cours de français pour les Casques bleus cambodgiens	Casques bleus cambodgiens	
Centre international du Caire pour la résolution des conflits, le maintien et la consolidation de la paix (CCCPA)	Formation « Le Climat, la Paix et la Sécurité dans le Cadre des Opérations de Paix »	Centres francophones de formation au maintien de la paix	https://www.francophonie.org/formation-sur-le-climat-la-paix-et-la-securite-dans-le-cadre-des-operations-de-paix-3156
France, ONU, CICR	Formation de formateurs aux opérations de maintien de la paix (ToT ONU)	Officiers militaires et de police	https://www.observatoire-boutros-ghali.org/2024/06/septieme-edition-de-la-formation-des-formateurs-onu-au-maintien-de-la-paix-2/
École internationale des forces de sécurité (EIFORCES) du Cameroun, Francopol, Division police de l'ONU	Séminaire de renforcement des capacités sur les opportunités professionnelles dans les composantes police des opérations de paix des Nations unies	Officiers de police et de gendarmerie francophones	https://www.francopol.org/nouvelles/detail/cameroun-eiforces-francopol-seminaire-les-opportunites-professionnelles-dans-les-composantes-police-des-operations-de-paix-des-nations-unies-focus-sur-le-role-des-femmes-27-au-31-mai-2024

Moldavie, Alliance française de Moldavie	Cours de français pour les carabiniers moldaves	Carabiniers moldaves	https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=969879058508357&id=100064588156310 https://alfr.md/lalliance-de-balti-accueil-les-carabiniers-de-la-dg-nord/
ONU, Maroc, France	Cours francophone pour les hauts responsables de Missions de paix de l'ONU	Hauts cadres, civils, militaires et policiers	https://www.francophonie.org/maintien-paix-cours-francophone-pour-hauts-responsables-mission-3266
École d'Application des Officiers de la Gendarmerie Roumaine, France	Cours Supérieur International de l'École d'Application des Officiers de la Gendarmerie Roumaine	Officiers de police et de gendarmerie francophones	https://www.facebook.com/RepecOIF/posts/-cl%C3%B4ture-de-la-22%C3%A8me-%C3%A9dition-du-cours-sup%C3%A9rieur-international-de-l%C3%A9cole-daplica/962764832553113/
Rwanda, Institut français du Rwanda	Cours de français pour les Casques bleus rwandais	Casques bleus rwandais	https://www.francophonie.org/trente-casques-bleus-rwandais-formes-francais-objectifs-specifiques-3529
Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC) du Ghana, ONU, France	2 ^{ème} édition du Cours francophone pour les conseillers militaires genre (CMG) des opérations de paix	Personnel militaire chargé des questions de genre	https://www.francophonie.org/formation-francophone-pour-les-conseillers-militaires-genre-des-operations-de-paix-3522
Sénégal, Division police des Nations unies, États-Unis d'Amérique	Formation aux fonctions clés exercées par le personnel de police de l'ONU : le renforcement des capacités et le développement ; la police orientée vers la communauté ; le suivi, le mentorat et le conseil.	Formateurs francophones de pays contributeurs aux Opérations de paix	https://www.francophonie.org/1ere-edition-francophone-du-cours-des-instructeurs-certifies-pour-la-formation-professionnelle-de
Kenyan, Alliance française de Nairobi, France	Formation linguistique et interculturelle des policiers kenyans	Policiers kenyans de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti	https://www.francophonie.org/formation-policiers-kenyans-deployes-en-haiti-3316 https://www.francophonie.org/formation-linguistique-et-interculturelle-2e-contingent-kenyan-pour-haiti-3460 https://www.francophonie.org/haiti-formation-linguistique-et-interculturelle-des-contingents-kenyans-3542
Barbade, Alliance Française de Bridgetown, Alliance française de Port-au-Prince, France	Formation linguistique et interculturelle des militaires de la Barbade	Militaires de la Barbade devant être déployés au sein de la MMAS	https://www.francophonie.org/formation-personnel-militaire-Barbade-deploye-en-Haiti-3317
Antigua-et-Barbuda, Alliance Française de St Kitts & Nevis, France	Formation linguistique et interculturelle de la Force de Défense et de la Police Royale d'Antigua-et-Barbuda	Personnels militaires et de police devant être déployés au sein de la MMAS	https://www.francophonie.org/formation-linguistique-personnel-Antigua-et-Barbuda-en-Haiti-3417
Alliance Française de Guatemala	Formation linguistique et interculturelle des Forces armées du Guatemala et de la Force de Défense du Belize	Personnels militaires et de police devant être déployés au sein de la MMAS	https://www.francophonie.org/personnel-en-uniforme-guatemala-et-belize-renforcement-capacites-linguistiques-3530

C | PRIX, ÉVÈNEMENTS DE L'OIF OU CO-ORGANISÉS EN PARTENARIAT AVEC L'OIF EN 2024

NOM	PARTENAIRE	LIEN
Camp d'été régional francophone « Créer et innover ensemble » en Arménie	Ministère de l'Éducation, de la Science, de la Culture et des Sports de la République d'Arménie	https://parlonsfrancais.francophonie.org/armenie-camp-dete-franco-phone-regional-creer-et-innover-ensemble/ https://youtu.be/L07cQ0yyTpE
Hackathon « Jeu parle français »	AUF, Université nationale des Sciences et de la technologie Politehnica de Bucarest	https://parlonsfrancais.francophonie.org/5eme-edition-de-lhackathon-jeu-parle-francais-la-finale/
Festival international de théâtre francophone pour professeurs (Sofia, Bulgarie)	Association des professeurs de et en français de Bulgarie	https://parlonsfrancais.francophonie.org/2eme-festival-international-de-theatre-francophone-pour-les-professeurs-toutes-championes-tous-champions-sur-scene/ https://youtu.be/THDfZ5qae48
Renforcement de l'environnement francophone aux Seychelles par la réalisation d'activités extra-scolaires par les enseignants volontaires de l'OIF	Commission Nationale de la Francophonie aux Seychelles	https://www.francophonie.org/seychelles-soutien-renouvellement-collections-bibliotheque-nationale-3421
Pièce de théâtre intitulée « Les enfants de Badja » (journée internationale du professeur de français à Djibouti)	Association troupe de théâtre Orion ' - ATTO	
Dynamisation des pratiques de lecture pour les élèves de l'enseignement fondamental et post-fondamental	Club RFI Bujumbura	https://www.francophonie.org/burundi-100-enseignants-formes-pour-dynamiser-les-pratiques-de-la-lecture-3462
Prix concours littéraires	Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFOP), l'OIF, l'Ambassade de France et l'Institut français de Djibouti	https://www.francophonie.org/index.php/djibouti-ceremonie-de-remise-des-prix-de-la-francophonie-2024-3227
Organisation d'un marathon de lecture	Lycée Djama Maître	https://www.francophonie.org/index.php/djibouti-la-jeunesse-mobilisee-pour-la-celebration-du-20-mars-3148
Organisation de la Grande dictée de la Francophonie dans le cadre des festivités de la quinzaine de la Francophonie	Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFOP), Ambassade de France à Djibouti et l'OIF	https://www.francophonie.org/index.php/grande-dictee-de-la-francophonie-djibouti-3174
La Journée internationale de la Francophonie vue par les enseignants(e)s volontaires de l'OIF	Les enseignant(e)s volontaires de l'OIF déployé(e)s au Rwanda, au Ghana et aux Seychelles	https://parlonsfrancais.francophonie.org/la-journee-internationale-de-la-francophonie-vue-par-les-enseignantes-volontaires-de-loif/
Congrès de la commission Afrique et océan Indien de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF)	La Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) : Association des professeurs de français en Ouganda	https://www.francophonie.org/ouganda-11e-congres-de-la-commission-afrique-et-ocean-indien-de-la-fipf-3321

Conversation francophone sur l'autonomisation économique des femmes		https://www.francophonie.org/mobilisation-francophone-loccasion-de-la-68e-session-de-la-commission-de-la-condition-de-la-femme
Assemblée plénière de la Conférence des OING	COING	https://www.francophonie.org/bilan-de-la-13e-assemblee-pleniere-de-la-conference-des-oring
Assemblée générale du Réseau francophone pour l'Égalité femme-homme	RF-EFH	https://www.francophonie.org/assemblee-generale-2024-RF-EFH-une-mobilisation-renforcee-pour-l-egalite-3534
Forum de la jeunesse francophone d'Asie-Pacifique (Hanoï, 11-13 septembre 2024)	AUF-Asie Pacifique, Union de la jeunesse Hô Chi Minh du Vietnam, Centre de rencontres et d'échanges interculturel du Pacifique (CREIPAC – Nouméa, Nouvelle-Calédonie), gouvernement de la Polynésie française, Assemblée territoriale de Wallis et Futuna, Université nationale du Vanuatu	https://lecourrier.vn/la-jeunesse-francophone-dasie-pacifique-se-reunit-au-vietnam/1269062.html https://www.auf.org/nouvelles/actualites/les-jeunes-leaders-franco-phones-dasie-pacifique-se-rassembleront-hanoi-pour-redefinir-la-francophonie-de-demain/ https://www.wallis-et-futuna.gouv.fr/Actualites/Le-Territoire-au-forum-de-la-jeunesse-francophone-Asie-Pacifique https://www.facebook.com/OIFAsiePacifique/videos/1562155264405274
Francophonie le direct : « Créer, innover, entreprendre en français »		https://www.youtube.com/watch?v=FSxUUKjdxLg https://phototheque.francophonie.org/2024/Mars-2024/Salle-Dior-la-Francophonie-le-direct
Cérémonie de remise de prix du concours "Innovons aujourd'hui, créons l'avenir" le 2 octobre 2024 au Siège de l'OIF en présence de la Secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo,		https://www.youtube.com/watch?v=GE18oc6v0Zk https://phototheque.francophonie.org/2024/Octobre-2024/Remise-prix-Concours-jeunesse-Paris
Séance thématique avec les chefs d'État et de gouvernement lors du XIX ^e Sommet de la Francophonie.		https://phototheque.francophonie.org/2024/Octobre-2024/XIXe-Sommet-de-la-Francophonie/Sommet-de-la-Francophonie-Paris-J2/i-kgTx-ZDX/A https://phototheque.francophonie.org/2024/Octobre-2024/XIXe-Sommet-de-la-Francophonie/Sommet-de-la-Francophonie-Paris-J2/i-6VzZ-psS/A https://phototheque.francophonie.org/2024/Octobre-2024/XIXe-Sommet-de-la-Francophonie/Sommet-de-la-Francophonie-Paris-J2/i-xcJb-vfJ/A
Accompagnement et soutien des jeunes bénéficiaires du projet D-CLIC à l'employabilité	D-CLIC REPOI / Ministère de la jeunesse Madagascar	https://intranet.francophonie.org/jcms/oif_66024/fr/d-clic-22-jeunes-beneficiaires-du-projet-d-clic-accompagnes-par-le-mjs-a-madagascar-dans-leur-parcours-d-insertion-professionnelle

Impact numérique, Réseautage et Entrepreneuriat (Le numérique au service de l'employabilité et de l'entrepreneuriat)	D-CLIC REPAO/CUBE Togo	https://www.linkedin.com/posts/cube-saei-3057a8336_oif-un-ipodtogo-cube-activity-7315657650484969473--x5W?utm_source=share&utm_medium=member_android&rcm=ACoAAFR6IbUB-SeKn7VLOQHygpISMc6ylafPac3w
Hackathon D-CLIC : Innover, collaborer et créer	REPAN /Createc Tunisie	Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
Pitch ton projet numérique (concours pour les bénéficiaires des formations D-CLIC)	D-CLIC REPUA/ MENFOP	
Accompagnement de 10 bénéficiaires de D-CLIC à la maturation de projets d'entreprises numériques et la conception de prototype fonctionnel de leurs solutions digitales	D-CLIC REPAO/CUBE OGO	
Salon des Sciences, Technologies et Innovations Environnementales pour le Développement – Congo DC- 26-28 Novembre 2024	Union européenne	
Conférence « Les défis de la sécurité climatique »	Francopaix, Université du Québec à Montréal (UQAM), Association canadienne sur la sécurité climatique, Canada, OTAN	https://dandurand.uqam.ca/evenement/climate-security-and-its-challenges/
Événement parallèle « Agir dans l'espace francophone au service de l'Agenda Femmes, paix et sécurité »	RDC, France	https://www.francophonie.org/agir-dans-lespace-francophone-au-service-de-lagenda-femmes-paix-et-securite-3455
Table ronde « Construire la paix par l'éducation : perspectives de la jeunesse africaine », dans le cadre du Forum d'Assouan pour la paix et le développement durables	Centre international du Caire pour la résolution des conflits, le maintien et la consolidation de la paix (CCCPA)	https://www.cccpa-eg.org/news-details/1181
Atelier de haut niveau sur les enjeux et modalités de formalisation de l'engagement des pays contributeurs en personnels dans les opérations de paix mandatées par le Conseil de sécurité	Maroc, Bureau des affaires militaires de l'ONU	https://www.francophonie.org/opportunite-formalisation-strategies-nationales-contribution-operations-paix-3512
Séminaire « Les nouvelles initiatives francophones dans le maintien de la paix : opportunités et défis de coopération, de coordination et de mise en cohérence »	Sénégal, Observatoire Boutros-Ghali du Maintien de la paix, France	https://www.observatoire-boutros-ghali.org/2024/11/seminaire-de-lobservatoire-a-new-york-les-enjeux-de-la-francophonie-dans-le-maintien-de-la-paix-20-novembre-2024/
Atelier des centres de formation francophones au maintien de la paix	ONU, Observatoire Boutros-Ghali du Maintien de la paix, France	https://www.francophonie.org/maintien-de-la-paix-11-centres-de-formation-francophones-partagent-leurs-experiences-3267
« Atelier de sensibilisation sur la sécurité, le climat et l'environnement : engager activement les acteurs de la défense et de la sécurité »	Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF)	https://www.francophonie.org/securite-climat-environnement-engager-les-acteurs-defense-et-securite-3425
Séminaire international sur le thème « Dispositifs de prévention de l'extrémisme violent »	Université internationale de Rabat	https://www.uir.ac.ma/activites/seminaire-international-sur-le-theme-dispositifs-de-prevention-a-lextremisme-violent

D | LES GRANDS ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX OU RÉGIONAUX DE 2024 OÙ LA VOIX DE LA FRANCOPHONIE OU LE POSITIONNEMENT FRANCOPHONE A ÉTÉ PORTÉ/PARTAGÉ

ÉVÈNEMENT	DATE ET LIEU	PARTICIPANT-E PORTE PAROLE DE LA FRANCOPHONIE
XIX ^e Sommet de la Francophonie	4 au 7 octobre 2024, à Villers-Cotterêts	Veronica URSU, Emiace TEPI, VOIF, participation à une table ronde au Village de la Francophonie
68 ^e commission de la condition de la femme	11 au 22 mars 2024 au siège des Nations unies à New-York	Mme Ifigeneia Kontoleon, Représentante de l'OIF, RPNY
Conférence de Montréal	10-12 juin 2024 à Montréal	Mme Caroline St-Hilaire, Administratrice
Émission Terriennes	10 octobre 2024 à TV5 monde (Paris)	Mme Michèle Balourd-Quidal, Cheffe de l'UEFH
Table-ronde Femmes : Forces de développement	18 septembre 2024 à la Maison d'Amérique latine	Mme Delphine Couveinhes Matsumoto, UEFH
Palabre sur les réussites du Fonds « La Francophonie avec Elles »	7 octobre 2024	Mme Delphine Couveinhes Matsumoto, UEFH
Palabre « Normaliser » l'égalité entre les femmes et les hommes	04 octobre 2024, Village de la Francophonie	Mme Michèle Balourd-Quidal, Cheffe de l'UEFH
Conférence internationale eLearning Africa 2024	Kigali, Rwanda du 29 au 31 Mai 2024	Lova Ramilijaona, DFEN Lena Watt, IFEF
Conférence de Paris 2024 Table ronde sur le thème : "Mobilité des compétences numériques et développement des échanges économiques et commerciaux dans l'espace francophone"	Paris, France 16-17 décembre 2024	Florence Brillouin, Directrice DFEN Hervé Solignac Lecomte, DFEN
Différents cycles de négociation du Pacte numérique mondial	Premier semestre 2024 New York	Ifigeneia Kontoleon, Représentante de l'OIF, RPNY Henri Monceau, Représentant de l'OIF, RPGV

Sommet mondial de la société de l'information (SMSI)	27-31/05 Genève	Henri Monceau, Représentant de l'OIF, RPGV
ICANN 80	10-13/06 Kigali	Henri Monceau, Représentant de l'OIF, RPGV
Conférence mondiale des régulateurs de l'UIT	15-24/10 New Delhi	Henri Monceau, Représentant de l'OIF, RPGV
ICANN 81	9-14/11 Istanbul	Antoine Barbry, RPGV
Forum sur la gouvernance de l'internet (IGF)	15-19/12 Riyad	Antoine Barbry, RPGV
Journée internationale des droits de l'enfant, en coopération avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance et Vital Strategies	New York – 20 novembre 2024	Georges Nakseu Nguiefang, Représentant de l'OIF a.i, REPOI Béatrice Mahasy, REPOI
Colloque la Parité, l'état civil et la Recommandation générale 40 du CEDEF : leviers transformateurs des politiques publiques	Genève – 11 novembre 2024	Georges Nakseu Nguiefang, Représentant de l'OIF a.i, REPOI Cécile Leque Folchini, RPGV
Un atelier sur la gouvernance des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques	Conakry du 14 au 18 octobre 2024	Georges Nakseu Nguiefang, Représentant de l'OIF a.i, REPOI
Colloque international sur le thème « Bilan de la contribution de la justice au renforcement de la démocratie en Afrique francophone »	De 18 au 20 décembre 2024 à Kinshasa RDC	Porteur du dossier au sein de la DAPG et agent de la REPAC
Sommet de l'Union africaine	14 – 20 février 2024, Addis Abeba	Louise Mushikiwabo, Secrétaire Générale de la Francophonie
Conférence de Munich sur la sécurité	19 – 18 février 2024, Munich	Louise Mushikiwabo, Secrétaire Générale de la Francophonie
Débat ministériel du Conseil de sécurité sur le thème « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : le rôle des femmes et des jeunes »	28 mai 2024, New York	Ifigeneia Kontoleon, Représentante de l'OIF, RPNY

5^{ème} Assemblée générale de l'Alliance Sahel

15 – 16 juillet 2024, Berlin

Nicolas Guinard, Directeur DAPG

Évènement parallèle sur le climat, la paix et la sécurité dans le cadre des opérations de paix des Nations unies, en marge de la 29^e Conférence de l'ONU sur les changements climatiques (CdP29)

18 novembre 2024

Intervention à distance du Chef du pôle paix et stabilité, DAPG



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFCNDH	Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme
AHJUCAF	Association des Hautes Juridictions de Cassation des pays ayant en partage l'usage du Français
CDH	Conseil des droits de l'Homme
CDP	Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CECRL	Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues
CIB	Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune
CICR	Comité international de la Croix Rouge
CIFAF	Centre international en Afrique de formation des avocats francophones
CLAC	Centre de lecture et d'animation culturelle
CLOM	Cours en ligne ouvert et massif
CNJF	Comité national des Jeux de la Francophonie
COING	Conférence des Organisations internationales non gouvernementales
CREF	Centres régionaux francophones
EFH	Égalité femmes-hommes
ELAN	École et langues nationales
FAE	Fonds « La Francophonie avec Elles »
FLE	Français langue étrangère
FMU	Fonds multilatéral unique

GADIF	Groupe des ambassades, délégations et institutions francophones
GAF	Groupe des ambassadeurs francophones
IFADEM	Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
MEF	Mission électorale de la Francophonie
ODD	Objectifs de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation(s) non gouvernementale(s)
ONU	Organisation des Nations unies
RFI	Radio France internationale
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

REPRÉSENTATIONS, DIRECTIONS, INSTITUTS ET UNITÉ/SERVICES ET CENTRES DE L'OIF

REPAC	Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale
REPAM	Représentation de l'OIF pour les Amériques
REPAN	Représentation de l'OIF pour l'Afrique du Nord
REPAO	Représentation de l'OIF pour l'Afrique de l'Ouest
REPAP	Représentation de l'OIF pour l'Asie et le Pacifique
REPCA	Représentation de l'OIF pour les Caraïbes
REPECO	Représentation de l'OIF pour l'Europe centrale et orientale
REPMO	Représentation de l'OIF pour le Moyen-Orient
REPOI	Représentation de l'OIF pour l'océan Indien
RPGV	Représentation de l'OIF auprès des Nations unies (Genève et Vienne)
RPNY	Représentation de l'OIF auprès des Nations unies (New York)
RPUA	Représentation de l'OIF auprès de l'Union Africaine (Addis-Abeba)
RPUE	Représentation de l'OIF auprès de l'Union européenne (Bruxelles)
DAF	Direction de l'Administration et des finances
DAPG	Direction des Affaires politiques et de la gouvernance démocratique

DEAF	Direction de l'enseignement et de l'apprentissage du français
DFEN	Direction de la Francophonie économique et numérique
DLC	Direction de la Langue française et de la diversité des cultures francophones
CIJF	Comité international des Jeux de la Francophonie
IFDD	Institut de la Francophonie pour le développement durable
IFEF	Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation
SCS	Service de la Conception et du suivi des projets
UEFH	Unité Égalité femmes-hommes
UJSC	Unité jeunesse, sport et citoyenneté
CREFA	Centre régional francophone pour l'Afrique
CREFAP	Centre régional francophone pour l'Asie et le Pacifique
CREFECO	Centre régional francophone pour l'Europe centrale et orientale

Ce document a été conçu et élaboré sous la coordination du Service de la conception et du suivi des projets avec la contribution de l'ensemble des unités administratives concernées de l'OIF.

Service de la conception et du suivi des projets : André Boutna

Rédacteurs principaux : Wilfrid-Philipp Gbedokoun, Sandra Coulibaly Leroy, Marie-Cécile Boguo, Carlos Hounsinou, Hary Andriamboavonjy, Marie-Nour Salibi, Marie-Suzanne Nyafouna, Paule Jessie Nanfah

Édition : Direction de la Communication

Correction d'édition : Les Mots en Seine

Graphisme et maquette : Sophie Combette

Crédits photos : © OIF, Koala, Stock.adobe.com, Tanit Films

© Organisation internationale de la Francophonie, Paris, 2025, tous droits réservés



L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble 93 États et gouvernements.

Le rapport sur la langue française dans le monde, publié en 2022, établit à plus de 321 millions le nombre de locuteurs de français. Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII^e Sommet de la Francophonie, en octobre 2018, à Erevan (Arménie). Elle a été reconduite dans ses fonctions lors du XVIII^e Sommet de la Francophonie, en novembre 2022, à Djerba (Tunisie).

56 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie • Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada–Nouveau-Brunswick • Canada–Québec • Centrafrique • Chypre • Comores • Congo • Congo (RD) • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Niger • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Wallonie-Bruxelles (Fédération)

5 MEMBRES ASSOCIÉS

Émirats arabes unis • France–Nouvelle-Calédonie • Kosovo • Qatar • Serbie

32 OBSERVATEURS

Angola • Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada–Nouvelle-Écosse • Canada–Ontario • Chili • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • France–Polynésie française • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Sarre (Land de) • Slovaquie • Slovénie • Tchéquie (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

